

# Votez pour



## le Betteravier <sup>FRANÇAIS</sup> DE L'ANNÉE 2025

 **DELEPLANQUE**

**Le Betteravier français** organise un concours pour l'élection du Betteravier de l'année.

En votant, vous pouvez récompenser les stratégies innovantes et audacieuses qui ont été présentées au travers des portraits d'agriculteurs publiés en 2024.

Un débat sera retransmis sur notre site Internet à l'occasion de la remise des prix le 25 avril prochain au lycée agricole de Tilloy-lès-Mofflaines. Jusqu'au 10 avril, c'est à vous de désigner le gagnant sur [www.lebetteravier.fr](http://www.lebetteravier.fr)





# Sommaire

<b>ÉLOI BARRÉ</b> Construire plutôt que s'opposer ..... p.3	<b>THIBAUT JANSON</b> Peu d'intrants mais beaucoup d'attention ..... p.13
<b>RÉMI BAUDRIN</b> Bien recruter pour assurer une récolte de qualité ..... p.4	<b>ANTOINE LASNON</b> J'ai toujours voulu être agriculteur ..... p.14
<b>PIERRE-HENRI BELVAS</b> La pomme de terre, avec tempérance ..... p.5	<b>MATTHIEU MARISY</b> Plus méthaniseur qu'agriculteur ..... p.15
<b>LAURENT CAILLAUX</b> Opiniâtre défenseur de la betterave ..... p.6	<b>CHRISTOPHE MAZINGARBE</b> Endivier et fier de l'être ..... p.16
<b>ROMUALD CARROUGE</b> Producteur de bilans carbone positifs ..... p.7	<b>CHRISTOPHE PARMENTIER</b> Opportuniste du semis direct ..... p.17
<b>RODOLPHE COUTURIER</b> Les betteraves côtoient les vignes ..... p.8	<b>JEAN-BAPTISTE PORTIER</b> L'ETA, de père en fils ..... p.18
<b>ALBANE DE WARREN-DESBOIS</b> Reconversion d'une Parisienne ..... p.9	<b>ANTOINETTE ET PIERRE SAINTE-BEUVE</b> Développer ses talents ... et des emplois ..... p.19
<b>DENIS FUMERY</b> Un betteravier périurbain ..... p.10	<b>CÉLINE VANNIER</b> Une agricultrice en première ligne ..... p.20
<b>ANTOINE ET MARIE GRASSER</b> Le frère, la sœur et le verger ..... p.11	<b>ALICE VARLET</b> Des vaches, du vin et des gîtes en terre betteravière ..... p.21
<b>RÉMI JANNET</b> Le fermier sans ferme ..... p.12	





MARNE

# Éloi Barré Construire plutôt que s'opposer

Exploitant à Pomacle, commune marnaise située à proximité d'un pôle industriel, Éloi Barré fait régulièrement face à des contraintes environnementales, politiques, voire sociétales, qu'il essaie d'intégrer dans la gestion quotidienne de son exploitation.

Installé en 2004 sur l'exploitation familiale, Éloi Barré vit des contraintes régulières comme en connaît plus généralement le monde agricole. Contrairement à ce que beaucoup pourraient croire, celles-ci ne sont pas uniquement liées au pôle industriel situé à deux kilomètres de son village. « Nous sommes davantage impactés par le manque d'implication des politiques dans leur prise de décision, indique Éloi Barré. Nous subissons également l'attitude navrante de la société, qui manque de tolérance et de prise de conscience des enjeux globaux du monde rural, y compris de l'agriculture. » Pour l'agriculteur, l'ensemble de ces comportements représentent de réelles contraintes qui empêchent la filière de se développer.

### Le collectif face à la société

« Depuis qu'il existe, le pôle industriel de Pomacle-Bazancourt contribue à une dynamique agricole régionale,

1 Éloi Barré : « nous connaissons des contraintes de diverses natures que nous essayons d'intégrer dans notre quotidien ».

2 Le photovoltaïque est une diversification acceptée par la population car elle ne génère ni odeur, ni bruit et ne dénature pas le paysage. Au loin : le pôle industriel de Pomacle-Bazancourt.

convient Éloi Barré. Le développement de ce site a généré des intérêts globaux sur notre territoire : dynamisme local, embauches, desserte logistique, etc. » Mais, un pôle industriel ça vit, ce qui suscite parfois les plaintes de la population locale. « Les dirigeants du pôle industriel l'ont bien compris, poursuit l'agriculteur. C'est pourquoi ils sont à l'écoute des problématiques et essaient de concilier les difficultés pour réduire les nuisances ». Éloi Barré regrette que certains responsables politiques manquent de pragmatisme et de réalisme. « Je souhaiterais qu'ils s'engagent davantage car une non-prise de décision cultive les oppositions sur le terrain. Cette situation politique et la réticence de la société, au-delà du voisinage, rendent difficile la concrétisation de projets, notamment lorsqu'il s'agit de développer un atelier d'élevage ou une unité de méthanisation ». Ce contexte génère parfois de

la tension, voire le repli de certains agriculteurs. Pour ne pas abandonner, Éloi Barré encourage le sens collectif, c'est-à-dire l'action par le groupe (entre agriculteurs et/ou avec des organisations professionnelles) pour communiquer et résoudre les problèmes. « Le collectif est une force qui nous permet de travailler sereinement et de maintenir la dynamique de nos exploitations ainsi que le développement de projets », souligne-t-il.

### Concilier agriculture et durabilité

Éloi Barré se dit prêt à se diversifier à condition que l'analyse des risques et de l'environnement local s'inscrive dans une logique économique. « La société n'est pas toujours en phase, c'est un fait. Pour autant, je saisis les opportunités pour assurer la durabilité et la performance économique de mon exploitation. Au quotidien, nous restons tous très attentifs et vigilants à la réglementation. Le respect des ZNT (zones non traitées) riverains en est une illustration. Nous respectons les droits dictés à l'agriculture et nos devoirs de production et de compétitivité. »

### Une situation favorable à la betterave

L'exploitation d'Éloi Barré, gérée auparavant par ses parents, a toujours produit de la betterave jusqu'à 30 % de sa SAU. Les raisons : une proximité géographique avec la sucrerie de Bazancourt (groupe Cristal Union), des quotas importants à l'époque et la livraison directe des betteraves à l'usine qui permettait de rationaliser les chantiers d'arrachage. « Cristal Union

n'offre plus cette possibilité depuis cette campagne », souligne Éloi Barré avec nostalgie. Aujourd'hui, les betteraves représentent 22 à 27 % de la SAU. « Elles produisent encore de la valeur ajoutée grâce aux efforts fournis par la génétique et à la résilience des outils industriels et des exploitations agricoles. En 2023, elles ont généré la meilleure marge de l'exploitation (sur la base 50 €/t). Toutefois, elles subissent la variabilité des marchés qui rend leur rentabilité plus aléatoire. Ce fut le cas en 2018-19-20 avec une marge proche de zéro, voire négative, et un prix à 22,50 €/t. Je ne suis pas certain que ma ferme ait à nouveau la capacité financière de revivre cette situation, le coût de production étant en augmentation et proche de 2 850 €/t. Le point d'équilibre est à 32 €/t. »

JULIE GUICHON



EARL BARRÉ ÉLOI  
Pomacle (Marne)

SAU : 250 ha

Blé : 75 ha

Betterave : 71 ha

Colza : 25 ha

Orge de printemps : 52,5 ha

Escourgeon : 12,5 ha

Luzerne : 14 ha





Photos : Lorraine Habert

**EURE-ET-LOIR**

# Rémi Baudrin

## Bien recruter pour assurer une récolte de qualité

Pour Rémi Baudrin et ses associés, la campagne de pommes de terre s'anticipe avec un premier challenge : recruter des saisonniers motivés par la récolte et le transport des pommes de terre.

**N**ous commençons à poster des annonces dès le mois de février pour recruter des chauffeurs pour la saison d'arrachage des pommes de terre, qui se déroule de fin juillet à fin août », explique Rémi Baudrin, agriculteur à Varize en Eure-et-Loir, qui partage les choix stratégiques liés aux pommes de terre avec deux autres associés. « Pour la culture de pommes de terre, nous nous sommes regroupés à trois agriculteurs, ce qui nous permet de mutualiser le matériel de récolte et de plantation mais aussi la vente des pommes de terre primeur, qui représentent 50 hectares, et des pommes de terre de consommation, cultivées sur 60 ha », détaille l'agriculteur. Et cette mutualisation concerne également la main d'œuvre, puisqu'un groupement d'employeurs a été créé, notamment afin de sécuriser l'organisation des chantiers. Car le trio a choisi de ne pas recourir à une entreprise de travaux agricoles pour la récolte. « Nous avons fait le choix d'effectuer nous-mêmes la récolte, nous permettant d'être maîtres de la qualité d'arrachage, ce qui est notamment déterminant pour

les pommes de terre primeur, poursuit Rémi Baudrin. Aussi, nous maîtrisons nos coûts de récolte. » L'anticipation est donc de rigueur concernant le recrutement de la main d'œuvre saisonnière, car c'est sur elle que repose la bonne organisation du chantier de récolte. Concernant les associés, ils ont également établi une répartition des tâches bien rodée : quand Rémi est préposé au bon déroulement du chantier, en prêtant une attention particulière à l'accompagnement des saisonniers et au bon fonctionnement du matériel avec un œil avisé sur la qualité d'arrachage, les deux autres associés sont en charge du stockage, de la commercialisation et de la gestion des ressources humaines, ainsi que de la planification des chantiers.

**Réseaux sociaux, Agriaffaires, bouche-à-oreille**

Si l'embauche de douze saisonniers pour le triage n'est pas problématique, il faut faire preuve de proactivité concernant les quatre postes de chauffeurs à pourvoir pour l'arrachage et le transport des pommes

de terre. Annonces sur le web, prises de contact avec les lycées agricoles et communication sur les réseaux sociaux, Rémi Baudrin n'hésite pas à utiliser différents canaux pour arriver à cibler ses futures recrues, en comptant aussi sur le bouche-à-oreille. « Nous avons habituellement des jeunes chauffeurs, fils d'agriculteurs ou étudiants en agriculture, âgés d'environ 18 à 20 ans, qui viennent de toute la France, parfois sur les conseils d'un saisonnier déjà venu ici », précise l'agriculteur d'Eure-et-Loir. Et l'offre d'emploi à de quoi séduire. Tout d'abord, du côté des conditions d'accueil, tout est mis en œuvre pour que les salariés n'aient qu'à poser leurs valises en arrivant. Les employeurs proposent un hébergement dans un corps de ferme et de la nourriture. « Nous travaillons avec un traiteur pendant une partie de la saison », précise Rémi Baudrin. Pour les saisonniers les moins expérimentés, Rémi Baudrin prévoit un temps de formation allant de trois jours à une semaine, selon les besoins. Il s'efforce donc de faire preuve de pédagogie pour transmettre son savoir-faire.

d'engrais, surtout des engrais de fond, grâce à l'épandage du digestat. » L'intégration du méthaniseur dans le système s'accompagne d'un assolement adapté, avec des cultures intermédiaires à valorisation énergétique. Une diversité culturelle propice aux objectifs de conservation des sols, qui passe aussi par la mise en place de cultures intermédiaires pièges à nitrates et par un travail du sol restreint, notamment grâce au recours au strip-till. Si l'agriculture de conservation des sols reste compliquée à mettre en place sur les oignons et les pommes de terre, qui sont des cultures à forte valeur ajoutée, le travail simplifié est privilégié en betterave. Rémi Baudrin s'engage également dans la réduction de ses indices de fréquence de traitement. Un objectif qui passera par l'investissement. 2024 verra apparaître un outil innovant qui devrait d'autant plus susciter l'intérêt : l'Écorobotix, pour une pulvérisation ciblée sur les cultures en ligne comme les betteraves, les haricots ou encore les oignons.

- 1 Rémi Baudrin adapte ses pratiques dans un objectif de conservation des sols.
- 2 Le matériel de plantation et d'arrachage de pommes de terre est détenu avec deux associés.
- 3 Rémi Baudrin a investi dans la méthanisation avec un autre agriculteur il y a 3 ans.

**Nouvelles compétences avec la méthanisation**

Les missions peuvent être assez diversifiées car un relais s'organise entre l'arrachage et le transport. Quand les conditions météorologiques mettent à l'arrêt le chantier de récolte, les saisonniers ont la possibilité d'enrichir leurs compétences en découvrant d'autres activités comme la méthanisation. « Nous avons depuis 3 ans un méthaniseur de 150 kWe à deux associés pour environ 500 hectares, présente Rémi Baudrin. Ce dernier nous permet de faire 40% d'économies



<b>EARL BAUDRIN</b>	
Varize (28)	
SAU : <b>230 ha</b>	Betteraves : <b>21 ha</b>
Blé dur : <b>60 ha</b>	Orge d'hiver : <b>44 ha</b>
Orge de printemps ou blé de force : <b>22 ha</b>	
Méteil méthanisation : <b>45 ha</b>	
Oignons jaunes : <b>12 ha</b>	
Pommes de terre de consommation : <b>17 ha</b>	
Pommes de terre primeur en location à l'extérieur : <b>17 ha</b>	
Jachère : <b>9 ha</b>	





Photos : Renaud d'Hardivilliers

PAS-DE-CALAIS

# Pierre-Henri Belvas

## La pomme de terre, avec tempérance

Installé en 2006 sur une ferme polyculture-élevage, Pierre-Henri Belvas s'est progressivement tourné vers les grandes cultures, dont la pomme de terre. Cependant, il souhaite garder un équilibre entre les différentes cultures à haute valeur ajoutée.

J'ai arrêté l'élevage en 2015 et commencé la pomme de terre en 2017 », explique Pierre-Henri Belvas, agriculteur à Regnaville dans le Pas-de-Calais, qui ne regrette pas son choix. Ses productions laitière et porcine manquaient de rentabilité et nécessitaient la construction de bâtiments neufs. À l'inverse, la pomme de terre, tout comme le lin, a le vent en poupe en raison de son niveau de marge. Si l'agriculteur apprécie la rentabilité et le challenge technique de la culture du tubercule, il précise quand même que cette production est très gourmande en charges de structure. Sa solution pour démarrer : s'équiper progressivement, avec du matériel d'occasion, et parfois en copropriété. « Au début, j'ai sous-traité la plantation et l'arrachage à une ETA, explique l'agriculteur. J'ai juste acheté un déterreur avec un voisin, et des tapis télescopiques tout seul ». Mais en 2019, il a eu du mal à récolter ses pommes de terre à temps. « Je me suis fait peur ». Il achète donc une arracheuse d'occasion.

Par ailleurs, Pierre-Henri Belvas n'hésite pas à amortir son matériel par la prestation de service, comme il le fait d'ailleurs avec sa retourneuse à lin. « Je n'ai pas vocation à devenir entrepreneur de travaux agricoles, mais quand j'ai fini mon travail, je propose mes services autour de moi ». Puis, en 2022, l'agriculteur complète sa gamme avec l'achat d'une planteuse, d'une tamiseuse et d'un billonneur. Pour le stockage, poste qui peut représenter de très gros investissements, l'agriculteur a réussi à reconverter ses anciens bâtiments d'élevage. « Je stocke mes pommes de terre dans un hangar qui abritait des porcs sur paille, et fait de même pour le lin dans mon ancienne étable », explique-t-il. Les bâtiments sont isolés chaque année avec des bottes de paille, afin de protéger la récolte du gel. Une solution très économique mais qui ne permet pas un stockage après le mois de janvier. Il espère pouvoir un jour construire un vrai frigo à pomme de terre, mais le coût est beaucoup plus important.

1 Les bâtiments sont isolés chaque année avec des bottes de paille afin de protéger la récolte du gel.

2 Ce n'est que l'hiver dernier que l'agriculteur a installé l'irrigation sur une partie de son parcellaire.

3 Face aux forts besoins de capitaux, l'agriculteur s'est équipé progressivement et avec du matériel d'occasion.

Enfin, côté irrigation, l'agriculteur a commencé sans. Ce n'est que l'hiver dernier que l'agriculteur l'a installée sur une partie de son parcellaire.

### Tempérance et stabilité sur les surfaces

Si Pierre-Henri Belvas réalise ses meilleures marges en pomme de terre et en lin, il tient à garder un équilibre entre ses différentes productions. Au-delà des aspects rotationnels, il considère la diversité des cultures comme sa meilleure assurance contre les aléas de la production ou la volatilité du marché. Ainsi, les 2 cultures phares coexistent avec des endives, des betteraves, des pois ou haricots de conserve, du blé et du colza. « Il ne faut pas se faire aveugler par des annonces de prix à 700 €/t de pomme de terre, 9 €/kg de lin ou un blé à 400 €. Cela ne représente pas le prix moyen sur le long terme », explique l'agriculteur, qui se méfie beaucoup des retournements de marché et cherche à développer une certaine résilience. Il se souvient de sa première campagne où il a vendu ses pommes de terre excédentaires sur le marché du libre à 20 €/t. Pour lui, la pomme de terre et le lin souffrent d'un manque de stabilité. Les cultures les plus rentables à un instant t courent le risque d'attirer un afflux de producteurs qui peut entraîner une surproduction et faire s'écrouler les prix. « Les prix trop hauts ou trop bas n'ont pas de sens », complète-t-il en appelant de ses vœux une régulation des surfaces allouées à chaque culture au niveau national et/ou européen, afin d'assurer un prix cohérent et stable.

### Rotation et tamisage

Côté rotation, l'agriculteur privilégie les pommes de terre ou les pois de conserve derrière les dernières

betteraves (P4) et les endives. « Le blé que je positionnais à cette place paraît toujours avec un handicap ».

Au niveau de la préparation du sol, il a opté pour la tamiseuse. Non seulement cette dernière élimine les quelques cailloux que ses champs contiennent par endroits, mais aussi, selon lui, cette pratique permet de retenir un peu plus d'eau dans la butte. Par ailleurs, si le tamisage est très chronophage, il permet d'économiser du temps à la récolte et de moins solliciter l'arracheuse.

Enfin, l'agriculteur est particulièrement vigilant à la qualité de ses sols : « J'ai de la chance d'avoir des sols en bon état grâce à l'élevage que j'ai pratiqué jusqu'en 2017 », explique-t-il. Ainsi, il limite autant que possible le recours à la charrue et soigne bien ses couverts végétaux. Pour ces derniers, il vise un C/N faible et une densité importante afin de tendre vers 4 à 5 tonnes de MS.

RENAUD D'HARDIVILLIERS



SCEA DES DOMMARTIN  
Regnaville (Pas-de-Calais)

SAU : 280 hectares

Pomme de terre : 30 hectares

Betterave : 35 hectares

Blé : 120 hectares

Lin : 40 hectares

Endives : 20 hectares

Pois ou haricot de conserve : 15 hectares

Colza : 20 hectares





**SARTHE**

# Laurent Caillaux Opiniâtre défenseur de la betterave

Depuis plus de 30 ans, Laurent Caillaux et les planteurs de Mamers font de la résistance pour que la Sarthe et l'Orne continuent à cultiver de la betterave.

**E**n ce mois de mai, Laurent Caillaux goûte le privilège d'arpenner son champ de betteraves situé sur la commune de Aillières-Beauvoir. Avec quelques dizaines d'irréductibles planteurs, il se bat depuis plus de 30 ans pour que la zone de Mamers puisse encore cultiver cette tête de rotation. Les 1 350 hectares ensemencés cette année se trouvent à cheval entre l'Orne et la Sarthe. Aujourd'hui, 55 planteurs livrent leurs betteraves à la sucrerie d'Artenay (groupe Tereos), située en moyenne à 140 km de là. Ils se connaissent tous et se serrent les coudes, car ils savent que la lutte a été difficile pour être encore là à cultiver des betteraves. Après être passée de main en main au début des années quatre-vingt, la sucrerie de Mamers tombe dans l'escarcelle de la Générale Sucrière, qui ferme l'usine dans la foulée. « Une partie des planteurs est partie à Cagny et l'autre à Nassandres. Puis l'usine de Nassandres a été fermée en 1988 et nous nous sommes tous retrouvés à Cagny à 130 km de là, raconte

Laurent Caillaux. En 1993, les betteraves étaient à peine semées qu'on nous a annoncé qu'il fallait changer de sucrerie. Au dernier moment, la coopérative d'Artenay nous a proposé de prendre nos betteraves. » Les planteurs de Mamers sont donc devenus tiers associé. « À partir de là, le combat syndical a commencé pour moi. J'ai été le porte-parole des planteurs de la Sarthe auprès d'Artenay qui voulait nous avoir à l'usure pour récupérer nos quotas. Le combat a duré 6 ans jusqu'en 2000, date de notre entrée dans la coopérative. Heureusement, la CGB nous a bien défendus. » Et puis, il y a eu la fusion de la coopérative d'Artenay avec les Sucreries Distilleries de l'Aisne (SDA). « Le président de la CGB de l'époque, Dominique Ducroquet, nous a aidés et nous avons souscrit du capital social pour les betteraves A et B. » Laurent Caillaux est entré au conseil d'administration de la coopérative d'Artenay en 2012, puis est devenu conseiller de région sud chez Tereos.

**1** Laurent Caillaux arpenne son champ de betteraves en mai dernier.

**2** L'intégrale Homer T3 d'occasion arrache 200 ha.

**Nous sommes toujours là !**

« Nous sommes toujours là ! » lance Laurent Caillaux quand il refait l'histoire des combats menés avec collègues. Ils étaient 60 planteurs sur 700 ha en 1993. En 2007, 20 planteurs ont arrêté et ils n'étaient plus que 40 sur à peine 500 ha un an après. « Nous n'avons pas voulu prendre le chèque. Nous nous sommes dit : on continue. Et vu qu'Artenay était fragilisé avec ses 55 jours de campagne, nous avons eu la possibilité d'augmenter les surfaces. » En 2019, Laurent Caillaux reprend son bâton de pèlerin et démarche 10 nouveaux planteurs. « Cette année, nous en avons encore recruté 3 nouveaux pour compenser le départ de 2 betteraviers et atteindre au total 1 350 ha avec une centaine d'hectares de contrats additionnels. » Aujourd'hui, les planteurs de Mamers représentent 12 à 13 % des betteraves transformées à Artenay.

**Mordu de la betterave**

Pour la récolte, le secteur de Mamers s'est organisé autour de deux Cuma, un entrepreneur et Laurent Caillaux, qui arrache 200 ha avec une intégrale Homer T3 d'occasion. Les Cuma sont équipées d'une Holmer T4 et de deux Ropa. Tous les betteraviers se sont aussi regroupés pour acheter un avaleur Ropa de 10 mètres. « Nous sommes solidaires en cas de problème. » Les agriculteurs se serrent les coudes. « Nous faisons du covoiturage pour aller aux réunions de Tereos, les kilomètres sont indemnisés par la Cuma. Les réunions bout de champ sont très fréquentées. Par exemple, 47 des 55 planteurs étaient présents à la réunion d'hiver du bilan

de campagne. » Et d'ajouter : « ici, nous cotisons à la CGB à 90 % ! Je rappelle tous les combats menés : si nous sommes encore là, c'est grâce à la CGB et à l'opiniâtreté de tous ». Et puis Laurent Caillaux se définit comme un « mordu de la betterave », une plante qui le lui rend bien, avec ses 90 t/ha l'année dernière. Maintenant, il est prêt à passer le relais. Son fils aîné s'est installé en 2016 sur une partie des 400 ha (il y a 3 structures) et son deuxième fils doit reprendre le reste. Il espère bien que ses deux fils continueront à faire de la betterave... Et pour animer le groupe de planteurs de Mamers ? Un nouveau planteur, Maxime Lorieux, arrivé en 2020 et déjà conseiller stagiaire de région chez Tereos, pourrait relever le défi pour que la betterave subsiste aux confins de la Sarthe et de l'Orne.

**FRANÇOIS-XAVIER DUQUENNE**



**FAMILLE CAILLAUX**  
Trois structures dans la Sarthe

SAU : <b>400 ha</b>
Blé : <b>120 ha</b>
Betterave : <b>65 ha</b>
Maïs : <b>50 ha</b>
Orge : <b>40 ha</b>
Colza : <b>30 ha</b>
Luzerne : <b>15 ha</b>
Pois : <b>5 ha</b>
Prairies et <b>80</b> vaches allaitantes





Photos : Frédéric Marais

MARNE

# Romuald Carrouge Producteur de bilans carbone positifs

Après avoir fait une grande partie de sa carrière dans le vin, ce trentenaire a repris la ferme familiale. Avec un fort bagage en marketing et une approche économique digne d'un chef d'entreprise.

Issu du milieu agricole, Romuald Carrouge a fait un large détour, dans le temps et dans l'espace, sans toutefois s'éloigner complètement de son univers d'origine. En 2008 déjà, alors qu'il est encore élève ingénieur agri à Lille, il part en stage dans le Dakota, aux USA, « pour voir des plaines et des gros tracteurs ». Puis le voici journaliste stagiaire à La Marne Agricole, avant d'entamer véritablement sa carrière professionnelle en 2012. Ce sera dans le vin, d'abord dans le champagne (n'est-il pas natif d'Épernay, ville réputée pour en être la capitale ?), puis dans le vin de Cahors. Il y explore tout le spectre de la profession. « J'ai travaillé dans une coopérative, chez un vigneron indépendant et dans un grand groupe. J'ai été amené à négocier avec des grossistes et des grands comptes. » Il touche à la gestion commerciale et au marketing, mais aussi à l'informatique et à la logistique. Fort de tous ces savoir-faire, Romuald Carrouge se met, en 2018, à son propre compte dans la communication, le conseil, la gestion

de projets et la création de contenus à destination du monde agricole. Le vrai tournant survient deux ans plus tard, lorsqu'il doit venir dépanner en urgence la ferme familiale au moment de la moisson. S'ensuit une période d'allers-retours entre Valence, où il habite, et Broussy-le-Petit, siège de l'exploitation, qui est en réalité répartie sur deux sites. Fin 2022, sa femme et lui se fixent dans la Marne, lui d'abord comme salarié de la ferme, avant d'en reprendre les rênes en mars 2023 aux côtés de sa mère. Il arrive avec son « appétence pour les chiffres et les nouvelles technologies », lui qui se définit comme un « bon geek » et un « marketeur du XX<sup>e</sup> siècle ». « Je ne suis pas revenu pour poser le cul dans un tracteur, explique-t-il, mais pour mettre dix ans d'expérience professionnelle au service de l'exploitation. »

### Créateur d'une marque commerciale

Son approche du métier peut se résumer en trois idées : la « vision d'un chef

1 Romuald Carrouge, 35 ans, se définit comme un « agriculteur dans le sang et un néorural dans la tête ». Il intervient régulièrement dans les établissements scolaires pour présenter son métier.

2 L'agriculteur marnais, en compagnie de sa mère, devant un semoir en semis direct, symbole de l'agriculture de conservation des sols.

3 C'Mon Pote Agri est une marque collective qui commercialise des lentilles vertes, noires et corail, et pour laquelle Romuald Carrouge a investi dans un atelier de conditionnement.

d'entreprise », le sens du collectif et la mise en œuvre d'une agriculture de conservation des sols. Commençons par le collectif : Romuald Carrouge a participé à la création d'une Cuma (baptisée Terre Vers et Cie, car « les vers sont nos amis ») et d'un groupement d'entraide agricole avec son voisin, convaincu « qu'il faut composer avec les compétences de chacun ». Les siennes, ce sont bien sûr, et entre autres, le marketing, la prospection commerciale et la création de sites Web. Il a lancé en parallèle une marque collective, C'Mon Pote Agri, qui commercialise des lentilles noires, vertes et corail destinées, dans un premier temps, à la restauration collective et aux magasins proches. Un contrat avec un grossiste pourrait permettre d'étendre le périmètre de vente. L'agriculteur a, en tout cas, investi dans un atelier de conditionnement pour ses légumineuses. On va voir que tout s'emboîte, car ces légumineuses font partie d'une stratégie de mise en place d'une agriculture de conservation des sols qui fait la part belle aux semis directs, aux couverts végétaux, au recours minimal à la mécanisation, à la suppression des intrants chimiques, à l'usage de matières organiques et à l'allongement des rotations (entre 5 et 7 ans). « Pratiquer l'agriculture de conservation des sols, c'est faire en permanence de la R&D », observe-t-il.

### Stockeur de carbone

En digne agriculteur de son temps, Romuald Carrouge cherche à concilier respect de l'environnement et réalisme économique. Il estime « qu'un agriculteur doit aujourd'hui avoir une vision de chef d'entreprise et une approche budgétaire de son exploitation ». Ce qui passe par la recherche

de nouvelles sources de revenus. Lui-même en a trouvé une, qui coïncide avec la double injonction de respecter la planète et d'être un gestionnaire avisé : le stockage de carbone. Depuis deux ans, le Champenois se fait rémunérer par la société Soil Capital, au prorata des tonnes de CO<sub>2</sub> (et plus largement de gaz à effet de serre) piégées dans ses champs. « Tous les ans, on fait le bilan carbone de la ferme, entre ce qui est émis et séquestré. Il s'avère que je suis stockeur net de carbone grâce à mes pratiques culturales. » Pour sa première campagne sous ce régime, sa ferme a stocké 2,6 t de CO<sub>2</sub> par hectare, ce qui lui a rapporté environ 12 000 euros, à raison de 27,5 €/t. Cela a généré 450 certificats carbone revendus à des entreprises émettrices de dioxyde de carbone. « C'est mon humble contribution à la lutte contre le dérèglement climatique, souligne Romuald Carrouge. Ce que l'on fait va dans le sens de l'histoire. Je suis persuadé que l'agriculture peut être une des solutions pour sauver la planète, mais encore faut-il que l'agriculteur reçoive une juste rétribution des services qu'il rend à la société. »

FRÉDÉRIC MARAIS



SCEA FERME DU FAUBOURG DE CLOGUENARD  
Broussy-le-Petit (51)

SAU : 186 ha	Colza : 22 ha
Blé : 55 ha	Betterave : 15 ha
Lentilles : 30 ha	Pois : 10 ha
Luzerne : 25 ha	Jachères : 4 ha
Escourgeon : 25 ha	





**EURE-ET-LOIR**

# Rodolphe Couturier Les betteraves côtoient les vignes

Agriculteur à Mérouville, Rodolphe Couturier a choisi la vigne pour diversifier son exploitation. Une activité lancée en 2018 qui s'intègre bien au calendrier cultural, mais qui nécessite beaucoup de temps.

**C**ultiver des vignes en pleine Beauce céréalière, le pari aurait pu sembler un peu fou mais le changement climatique amène à élargir ses horizons quand il s'agit de diversifier une exploitation agricole céréalière, dont 60 hectares sont consacrés à la betterave. C'est donc cette voie qu'a décidé d'emprunter Rodolphe Couturier, installé dans la ferme familiale depuis 2006. « L'objectif, en plantant un premier hectare de vignes en 2018, était d'ajouter une corde à l'arc de l'exploitation », explique l'agriculteur. Après une année 2016 délicate pour les grandes cultures, l'idée était donc de pouvoir trouver une nouvelle production capable d'assurer une autre source de revenu en cas de mauvaise récolte de céréales. « J'aimais bien le vin, et contrairement à la bière, il n'y a pas de concurrence dans mon secteur géographique », précise Rodolphe Couturier. Et puis la vigne n'occupe pas la main-d'œuvre au même moment dans l'année par rapport aux céréales. Enfin, le fait de m'orienter vers un produit

qui permet d'aller jusqu'au bout de la chaîne, et donc d'échanger avec les consommateurs, m'a convaincu de mettre en place cette diversification, qui permet en outre de capter la marge ». Pour autant, l'agriculteur n'a pas foncé tête baissée dans ce nouveau métier de viticulteur ; il a au préalable bien mûri son projet. Ce dernier s'est concrétisé en deux fois : la première plantation a été suivie d'une seconde en 2022, soit 2,5 hectares de vignes sur une SAU totale de 308 ha. Ayant choisi une production de A à Z, Rodolphe Couturier a donc investi dans tout le matériel nécessaire pour la vigne, comme le tracteur, le pulvérisateur, ou le sécateur électrique, mais aussi pour la transformation, comme le pressoir, et le matériel d'embouteillage et d'étiquetage.

**Un suivi par une œnologue**  
Économiquement, si Rodolphe Couturier reconnaît que le marché du vin n'est pas dans une phase favorable, il peut compter sur la rareté du vin produit en Beauce pour le commercialiser.

**1**  
Rodolphe Couturier commercialise la « nouvelle plaine » auprès des cavistes, dans des magasins de producteurs, et en direct.

**2**  
La vigne est une diversification adaptée au changement climatique.

**3**  
Les 2,5 ha sont plantés en Chardonnay et Pinot Noir.

« C'est d'abord l'effet de surprise, la curiosité, qui fait vendre mon vin. Puis la qualité : les clients reviennent s'approvisionner, c'est un produit local et atypique ici. Je propose du rouge mais aussi du blanc et, depuis cette année, du rosé, qui sont plus faciles à boire dans un cadre convivial, pour la découverte, alors que le rouge nécessitera plus de temps pour être prêt à consommer ». Pour assurer une qualité de produit, ce n'est pas tant le choix d'un cépage adapté au terroir et au climat qui fait la différence, mais bien la transformation, qui représente un risque important. « Une œnologue me suit, confirme l'agriculteur. Pendant la transformation, on peut tout rater en l'espace d'une demi-heure si la cuve se trouve au contact de l'air. Toutes les manipulations sont donc très importantes ». Impossible donc de s'improviser vigneron. En outre, l'aspect commercialisation ne doit pas être négligé dans la réflexion pour ce type de projet. « Un quart du temps pour la vente, un autre quart pour le chai, et la moitié du temps pour le travail de la vigne », estime Rodolphe Couturier, qui précise que la vendange manuelle n'est pas comptabilisée dans le temps de travail, étant effectuée par une équipe de trente à cinquante bénévoles le temps d'un week-end. Le reste de l'année, l'itinéraire technique de la vigne est assuré par l'exploitant agricole, épaulé par son salarié. L'une des périodes délicates est le printemps, avec les gelées tardives, qui peuvent s'avérer destructrices. « Nous avons toujours des coups de gel autour des 4 et 5 avril, remarque Rodolphe Couturier. En 2021, le système antigel a même fonctionné pendant 12 nuits ». Tout comme les grandes cultures, l'adaptation au changement climatique est donc de mise pour la vigne. **LORRAINE HABERT**

## FERME PILOTE POUR LE PNRI

L'exploitation de Rodolphe Couturier a intégré le réseau des fermes pilotes d'expérimentation dans le cadre du PNRI (Plan National de Recherche et Innovation) intitulé « Vers des solutions opérationnelles contre la jaunisse de la betterave sucrière ». Des essais sont donc menés sur ses parcelles pour évaluer différentes techniques afin de réduire le risque de jaunisse. « Le challenge est important ici car nous sommes dans un secteur compliqué, explique le betteravier. Le risque lié aux nématodes implique des choix variétaux et il faut également tenir compte de la cercosporiose ». Pour Rodolphe Couturier, si l'intérêt d'intégrer ce réseau des fermes pilotes ne fait aucun doute, il faut néanmoins se rendre disponible. Sans compter qu'il doit également satisfaire aux autres missions qui lui sont confiées. L'agriculteur d'Eure-et-Loir est en effet membre du conseil coopératif et président de la section sud de Paris de Tereos, mais aussi élu membre du bureau au sein du CerFrance Alliance Centre.



**EARL CHAMPART**  
Mérouville (Eure-et-Loir)

SAU totale de **308 ha**

Betteraves : **60 ha**

Vignes : **2,5 ha**

Autres cultures : colza, pommes de terre, pois, soja, blé tendre, blé dur, blé améliorant, orge.





Photos : Marie-Pierre Crosnier

OISE

# Albane de Warren-Desbois Reconversion d'une Parisienne

Changement de vie et de métier pour Albane de Warren après 25 ans de vie parisienne. Un vrai défi de retour à la terre.

Parisienne depuis 25 ans, Albane de Warren a choisi de reprendre la ferme familiale située à Fontaine-Chaalis, dans l'Oise, en 2022. Tout juste quadragénaire, elle embarque son mari et ses trois jeunes enfants dans l'aventure. Pour Vincent, son époux agent immobilier, il s'agit d'offrir un meilleur cadre de vie aux enfants et d'encourager son épouse dans son projet. Car il en faut de l'énergie. « *Je n'étais pas destinée à devenir agricultrice. Je n'avais pas de connaissance en agriculture* », affirme-t-elle. Mais quand son père, double-actif, souhaite transmettre son exploitation de 200 hectares, aucun de ses quatre frères et sœur n'est intéressé. L'attachement à la nature et l'amour du lieu l'ont décidée à relever le défi. Le corps de ferme du 18<sup>ème</sup> siècle, avec son pigeonnier colombier, appartient au patrimoine familial depuis 200 ans. L'ancienne salariée du marketing, spécialiste des bases de données, voit cette opportunité de reprise comme la possibilité de s'épanouir dans un nouveau projet. En 2018, la jeune urbaine entame une formation pour adulte au lycée professionnel d'Airion (60).

Elle découvre avec humilité les termes techniques : socs de la charrue, croûte de battance... et suit ce qui se passe dans l'exploitation. Le Brevet professionnel de responsable d'entreprise agricole (BPREA) à peine en poche, elle s'installe et commence les grands changements !

**En quinze jours, tout est en place** Elle se sépare des agriculteurs associés qui travaillaient avec son père. « *Je n'ai gardé ni matériel en copropriété, ni salarié* ». Elle consulte d'autres voisins agriculteurs ainsi que des concessionnaires sur les équipements adaptés. Suit la rencontre de la présidente d'une CUMA voisine, à qui elle décide de confier semis et récolte. N'ayant pas de bennes, l'agricultrice vend ses grains en départ bout de champ, avec les camions de la coopérative. Le reste, elle gère. Elle achète deux tracteurs (160 cv et 120 cv), un épandeur et un pulvérisateur. Elle trouve d'occasion un déchaumeur et une charrue cinq socs. « *Après les tours de plaine, le pulvérisateur est le matériel qui me permet de suivre précisément l'état de mes cultures. En quinze*

*jours, j'ai réussi à tout mettre en place. L'important est de bien s'entourer* », constate cette femme combative. La voici au pied du mur ! Elle qui n'avait jamais conduit de tracteur. Même si le parcellaire se constitue de trois gros blocs, il a fallu oser se lancer avec le pulvérisateur de 36 mètres. « *J'ai encore un peu de mal avec les coins*, avoue-t-elle, *mais je m'améliore* ». Les concessionnaires et un ancien salarié de la ferme, retraité, lui ont transmis les bases. En cas de pépin, comme quand une rotule de rampe s'est cassée, elle n'hésite pas à demander de l'aide autour d'elle. Quant à ceux qui lui recommandaient de rester à la maison avec les enfants et qui ralentissent pour examiner comment elle « se débrouille », ils lui donnent la hargne de réussir. Pour établir ses itinéraires culturels, Albane s'appuie sur les techniciens des coopératives et les échanges de son CETA (groupe de développement). « *Cela me permet de relativiser mes problèmes, comme les chénopodes dans les betteraves ou les chardons dans les tournesols. Chacun expose ses réussites et ses échecs. Dans ce métier, il faut à tout prix éviter d'être seule* », analyse la cheffe d'exploitation.

et améliorent la biodiversité. Elle se réjouit de la présence de perdrix grises, des faucons, des chouettes hulottes, de 15 nids d'hirondelles et des perchoirs à rapace posés pour contrôler naturellement les mulots. Elle explique aussi la lutte contre les adventices. « *Certains s'imaginent que le pulvérisateur est rempli de matières actives pures, sans dilution !* » s'étonne-t-elle. Elle dévoile son assolement, qu'elle a fait évoluer de trois cultures (blé, colza, betterave) à dix. Elle présente la division de son parcellaire en blocs de 20 ha maximum, son partenariat avec les pompiers et la FDSEA avec une cuve de 10 000 litres d'eau au milieu des champs, contre les incendies. « *Je n'ai pas de sujet tabou. J'explique mes choix et mon humilité devant la nature* ». « *Après deux campagnes, même si tout n'est pas évident, j'ai nettement amélioré les résultats de la ferme. J'apprends tous les jours* ». Son mari lui a offert le livre « *Il est où le patron ?* ». Apparemment, il apprécie aussi.

MARIE-PIERRE CROSNIER



EARL DE LA FERME DE FONTAINE Fontaine Chaalis (Oise)	
SAU :	200 ha
Blé :	58 ha
Orge :	27 ha
Tournesol :	25 ha
Betteraves :	22 ha
Colza :	19 ha
Maïs :	15 ha
Seigle :	4 ha
Pois d'hiver ressemés en maïs	15 ha et sorgho 10 ha





1

Renard d'Hardivilliers



2

Denis Fumery



3

Denis Fumery

## VAL D'OISE

# Denis Fumery un betteravier périurbain

Denis Fumery est un des betteraviers les plus proches de Paris. Sa ferme se situe à moins de 25 km des tours de La Défense à vol d'oiseau. Cette situation géographique ne présente pas que des avantages.

Mes parents ont été expropriés d'une bonne partie de notre ferme d'origine car elle se situait dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise », se rappelle Denis Fumery. Entre l'expropriation et la construction de la ville, l'État leur a accordé le statut d'occupant précaire. « Cela signifie qu'ils pouvaient continuer à cultiver les terres mais que les bulldozers pouvaient venir la veille de la moisson et commencer leur chantier dans la culture », explique Denis Fumery qui s'est installé dans une ferme dont 75 % des terres avaient ce statut. « Je savais que je ne cultiverais pas mes terres jusqu'à la retraite et que je serais obligé de partir », se rappelle-t-il. Mais cela n'a pas effrayé l'agriculteur qui avait intégré le besoin de souplesse et d'adaptabilité que la situation exigeait. « Mon père bougeait facilement. Moi aussi, et j'ai fait différents métiers avant de m'installer ».

Au fur et à mesure que la ville de Cergy s'est construite, il a dû quitter une bonne partie de sa ferme. « Le parcelaire que je cultive aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui que j'avais à mon installation », explique-t-il, alors qu'il

exploite encore quelques parcelles en occupation précaire depuis 50 ans. Heureusement, plusieurs agriculteurs voisins qui ont cessé leur activité lui ont transmis une partie de leurs terres. Il a pu donc continuer son activité en augmentant même un peu sa surface. Alors que la viabilité de son exploitation agricole a été plus que compromise, il est en train de passer la main sereinement à son fils.

Autre inconvénient de sa position géographique : la pression de pigeons venant de la ville sur les semis de tournesol, tout en rendant l'effarouchement sonore plus compliqué, voire impossible par endroits, en raison des nuisances vis-à-vis des riverains.

### De la paille pour les chevaux

Heureusement, l'agriculture périurbaine a aussi quelques atouts. La proximité avec un certain nombre de centres équestres est, par exemple, un avantage. Denis Fumery presse toute sa paille et la commercialise auprès de l'un d'entre eux, qu'il alimente deux fois par semaine. Il récupère un fumier très pailleux qu'il composte pendant deux ans avant de l'épandre. « Le revenu net de cette activité m'a

1 L'agriculteur positionne systématiquement ses féveroles avant les betteraves.

2 À vol d'oiseau, la ferme de Denis Fumery se situe à moins de 25 km des tours de La Défense.

3 Denis Fumery presse toute sa paille et la commercialise auprès d'un centre équestre voisin, qu'il alimente deux fois par semaine.

permis de m'équiper d'un télescopique et de payer une partie d'un salariat à plein temps ».

### Rencontre ville-campagne

Denis Fumery a beaucoup d'engagements à l'extérieur de son exploitation, comme au sein de la CGB par exemple. Parmi eux, il s'investit dans la communication agricole auprès du grand public, via l'association Rencontre Ville-Campagne. Il intervient dans les écoles, mais aussi au sein de d'entités comme la Mutualité sociale agricole (MSA), afin d'expliquer son métier. Pour lui, les tensions entre les agriculteurs et les habitants des villes sont liées, entre autres, à la méconnaissance grandissante de l'agriculture. « Aujourd'hui, il est important et nécessaire de communiquer tous azimuts ».

### L'âge d'or du pois protéagineux

Denis Fumery a cultivé beaucoup de pois jusque dans les années 2000. « On avait des super rendements au début. On faisait du 70 – 75 qx par hectare », explique l'agriculteur en précisant être monté jusqu'à 120 hectares de pois sur 310 hectares, soit 39 % de sa surface agricole utile (SAU). « J'ai bien gagné ma vie grâce au pois », affirme-t-il, alors que cette culture a maintenant perdu beaucoup de son prestige en France. Sur certaines parcelles, le pois revenait tous les 2 ans, en alternance avec du blé. L'agriculteur s'était équipé d'un pick-up Sund dédié spécifiquement à la récolte des pois afin de récolter la culture quand elle était couchée. « Il fallait attendre que les pois soient en surmaturité, et le pick-up arrachait les plants plus qu'il ne les coupait », se souvient-il. « Cela marchait très bien ». « La SAU dédiée à cette culture a commencé à diminuer quand on a eu des

printemps humides qui ont apporté l'aphanomyces. Il est vrai qu'on a fait trop de pois », reconnaît l'agriculteur. Par ailleurs, il postule que la recherche variétale a privilégié la résistance à la verse au potentiel de rendement. « On a eu des variétés qui ne se plaquaient plus, mais qui n'avaient pas le même potentiel », explique-t-il.

Aujourd'hui, il a arrêté cette culture mais produit des féveroles de printemps sur 25 hectares environ. Cependant, le rendement moyen plafonne à 35-40 qtx/ha et la marge est bien inférieure à celle des pois à leur apogée. « Ils sont plus sensibles aux sécheresses de fin de cycle », remarque Denis Fumery.

Originalité de son système : il positionne systématiquement la légumineuse avant la betterave. En effet, il considère que la betterave valorise mieux l'azote résiduel de la féverole qu'une autre culture. Par ailleurs, le colza est exclu des rotations où il y a de la betterave.

RENAUD D'HARDIVILLIERS



EARL FUMERY  
Sagy (Val-d'Oise)

SAU : <b>260 ha</b>	Orge d'hiver : <b>19 ha</b>
Blé : <b>105 ha</b>	Orge de printemps : <b>9 ha</b>
Betterave : <b>20 ha</b>	Avoine : <b>8 ha</b>
Colza : <b>25 ha</b>	Jachère : <b>15 ha</b>
Féverole : <b>25 ha</b>	Prairies permanentes : <b>21 ha</b>
Tournesol : <b>15 ha</b>	





Photos : Frédéric Marais

ARDENNES

# Antoine et Marie Grasser

## Le frère, la sœur et le verger

Ils sont tous deux ingénieurs agricoles. Après un début de carrière en coopératives, ils ont repris l'exploitation familiale et créé un verger de 7 hectares où ils cultivent une dizaine de variétés de pommes.

Antoine, 41 ans, et Marie, 32 ans, ont de nombreux points communs. Ils sont frère et sœur, ont fait leurs études dans la même école d'ingénieurs, UniLaSalle, lui à Rouen, elle à Beauvais, et ont débuté leur carrière dans le milieu coopératif, céréalier pour lui, viticole pour elle. C'est donc fort logiquement que leurs vies, qui empruntaient jusqu'alors des voies parallèles, ont fini par converger. Ils sont aujourd'hui cogérants de l'EARL Prés Grasser, à Tagnon dans les Ardennes, où ils ont succédé à leurs parents partis à la retraite. Issus d'une famille de cultivateurs depuis au moins six générations, Antoine et Marie ont donc boursinué avant de revenir aux sources. « On a répondu à l'appel de la ferme », sourit Marie Grasser. Le projet de la fratrie de travailler ensemble remonte à plusieurs années en arrière. Encore fallait-il que les conditions requises pour ce rapprochement soient réunies et que les deux protagonistes y soient préparés. Antoine Grasser explique ces années passées loin de la ferme familiale par « l'envie de s'ouvrir l'esprit, de voir ailleurs, de découvrir des

agricultures différentes et de faire ses propres expériences ».

Plus prosaïquement, la ferme familiale, avec ses 120 hectares, n'était pas en mesure de faire vivre deux familles. « Il fallait trouver un schéma différent, explique Antoine. C'est comme cela qu'on est venu à l'arboriculture. » Le hasard faisant parfois bien les choses, un voisin et ami de la famille, cessant lui aussi son activité, a souhaité céder aux Grasser sa ferme de 100 hectares. C'est ainsi qu'Antoine et Marie se sont retrouvés en 2022 à la tête de 220 hectares, confortant leur projet de reprise, tout en « rassurant les partenaires financiers ».

### 25 000 pommiers

Sur ces 220 hectares, les associés n'ont pas hésité à prélever « les meilleures parcelles, des terres à betteraves », consacrées en dernier lieu à la luzerne et à la pomme de terre, afin d'y planter 25 000 pommiers sur 7 hectares. L'emplacement du Verger de Saint-Pierre a été défini sur la base de quatre critères : la qualité de la terre, l'accessibilité du terrain pour faire de la vente directe, la proximité avec le village pour permettre son raccordement

1 Au sein d'un verger connecté, la production de pommes est verticalisée, ce qui assure un meilleur ensoleillement à tous les fruits.

2 Le frère et la sœur se disent complémentaires, elle gérant les grandes cultures, lui le verger et la partie administrative.

3 Antoine, ici avec sa sœur Lucile qui tient l'épicerie du village, produit aussi du jus de pomme.

électrique, et la possibilité de réaliser un forage à des fins d'arrosage (22 kilomètres de goutte à goutte gérés depuis un portable).

Pour rentabiliser leur investissement, les deux ingénieurs ont fait le choix de planter une pomme à forte valeur ajoutée, la Rubis Gold, une nouvelle variété qui les a séduits tant par ses qualités visuelles que gustatives. C'est ce qu'on appelle une « pomme club », payée au producteur deux fois plus cher qu'une pomme libre de droits. Le mot « club » dit bien ce qu'il veut dire : « il existe un seul pépiniériste, seulement quelques producteurs et quatre metteurs en marché », explique Antoine. L'EARL Prés Grasser vend sa production à un conditionneur situé dans l'Aisne, lequel fournit de grandes enseignes comme Grand Frais principalement, mais aussi Lidl, Le Bon Marché et Monoprix. La Rubis Gold occupe 80 % du verger, neuf autres variétés destinées pour l'essentiel à la vente directe couvrant le reste de la surface, dans le but à la fois « d'éviter de mettre tous ses œufs dans le même panier et de garder un ancrage local ». Et c'est peu de dire que la cueillette ouverte au grand public en 2023 à Tagnon a remporté un vif succès, des flots de visiteurs raflant tout en un seul week-end. En même temps, il s'agissait d'une toute petite récolte limitée à deux pommes par arbre, le verger ne devant donner sa pleine mesure qu'en 2027 : il fournira une vingtaine de fruits par plant, soit 500 tonnes de pommes en tout.

### Grâce à la betterave

On pourra s'étonner de la relative faiblesse de la production annoncée : les arboriculteurs la brident délibérément à la fois pour préserver la qualité du fruit, lisser les volumes d'une année

à l'autre, et économiser les arbres, dont l'espérance de vie sera portée à un demi-siècle grâce au sacrifice de nombreux fruits chaque saison. Ils ont également opté pour une conduite particulière du verger, dite « verger haie », avec le palissage d'arbres « en tube », qui s'élèveront jusqu'à 4 mètres de haut, un peu à la manière d'une houblonnière. Outre des pommes à couteau, le verger donne déjà du jus de pomme, et produira bientôt également de l'alcool distillé pour fabriquer « un cousin du calvados ». Dix mille litres seront pressés à terme.

Ce n'est pas le seul projet des deux Ardennais, qui vont faire construire un bâtiment frigorifique pour stocker leurs pommes et se lancer dans la culture de la fraise « afin d'étendre la période d'ouverture au public » de la ferme. Antoine et Marie ne négligent pas pour autant les fondamentaux de leur exploitation, à savoir les grandes cultures, en particulier celle de la betterave à sucre. Ils présentent du reste leur grand-père comme l'un des fondateurs des anciennes sucreries ardennaises. Le frère et la sœur le confessent d'ailleurs bien volontiers : « c'est grâce à la betterave que l'on a pu créer le verger. »

FRÉDÉRIC MARAIS



EARL PRÉS GRASSER  
Tagnon (Ardennes)

SAU : 220 ha	Œillette : 10 ha
Blé : 76 ha	Ray-grass : 10 ha
Betterave : 50 ha	Pois : 7 ha
Orge : 35 ha	Verger : 7 ha
Luzerne : 25 ha	





**MARNE**

## Rémi Jannet Le fermier sans ferme

Successivement salarié agricole, commercial, poissonnier et prestataire de service agricole, le trentenaire aubois s'est mué en agriculteur l'année dernière. Il a pu s'installer grâce à un dispositif facilitant l'accès à la terre, même s'il ne possède pour l'instant que sa propre force de travail.

**A**vec une mère employée et un père artisan, Rémi Jannet n'est pas issu directement du milieu agricole, même si une partie de sa famille est dans le métier. Ce Troyen de 39 ans a néanmoins suivi une formation Bepa/bac pro qui le destinait à devenir exploitant agricole un jour, avec deux cordes à son arc : la gestion d'une entreprise agricole et la mécanique.

L'Aubois entre sur le marché du travail par la petite porte en qualité de salarié agricole pendant cinq ans, en Seine-et-Marne et dans son département d'origine. Profession qu'il délaisse pour devenir préparateur et démonstrateur chez PM-Pro, concessionnaire John Deere, dans trois départements. Rémi Jannet enfle ensuite la casquette de commercial chez Clauss, John Deere et, enfin, Euromaster. Il résume cette période de sa vie en soulignant qu'il a été « plus longtemps commercial que salarié ».

Sa carrière prend un nouveau tournant lorsqu'il rencontre sa femme. « Ensemble, nous avons ouvert une

poissonnerie à La Rivière-de-Corps, dans l'agglomération troyenne, en septembre 2019. » Rémi en devient « le couteau suisse » entre 2020 et 2023, y compris sur les marchés. Cette année-là, alors que la trésorerie de la poissonnerie commence à se tendre, il décide de créer sa société de prestations de services agricoles, qu'il baptise Jannet Presta Services. Cette entreprise connaîtra une existence éphémère, avec une cessation d'activité programmée fin 2024, mais elle aura permis à son président d'ouvrir un nouveau chapitre de son histoire.

### L'agriculteur tire la Feve

C'est en effet grâce à son entreprise de main-d'œuvre que Rémi Jannet va se faire connaître auprès de la Safer et que celle-ci va lui proposer de reprendre les rênes d'une exploitation agricole laissée quasiment à l'abandon, à Montépreux, dans la Marne. « Les champs n'avaient pas été cultivés depuis un an, n'étaient plus fertilisés, avec même une année où les betteraves n'avaient pas été

**1** Rémi Jannet livre ses betteraves à la sucrerie d'Arcis-sur-Aube. Il désherbe ses parcelles en seulement deux passages avec du Conviso sur des betteraves Smart.

**2** L'agriculteur aubois a l'intention d'introduire des légumineuses (féveroles, pois, sainfoin, etc.) dans son assolement, ainsi que la culture de la pomme de terre.

arrachées. » Acquéreur à titre provisoire de ces terres en déshérence, la Safer monte pour lui un dossier de reprise hors cadre familial et le présente à Fermes en Vie, qui en devient le nouveau propriétaire. Fermes en Vie, ou Feve, est une foncière agricole qui permet à une nouvelle génération d'agriculteurs de s'installer à moindre coût. « Les terres appartiennent en fait à des investisseurs privés, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers », précise le néo-agriculteur. L'Aubois est le premier bénéficiaire du dispositif Feve – qui est originaire de Bordeaux – dans le grand quart Nord-Est de la France. Rémi Jannet est à la tête de 79 hectares depuis fin 2023 (1). Il loue les terres à Feve en vertu d'un bail d'une durée de vingt-cinq ans. « J'ai investi au départ 2 % du montant de l'acquisition et, au bout de sept années, j'aurai la possibilité de racheter les terres au fur et à mesure pour devenir propriétaire de mon exploitation », explique le fermier, qui a bien l'attention de lever cette option, au prix de 17 000 euros l'hectare.

### Pas de bâtiments et très peu de matériel

Mais Rémi Jannet est un fermier sans ferme car les bâtiments, eux aussi en piteux état, ne font pas partie de la transaction. Rémi Jannet, qui réside à Torvilliers dans l'Aube, à côté de Troyes, à trois quarts d'heure de route de Montépreux, trouve un point de chute chez des agriculteurs amis. Il se félicite d'ailleurs du bon accueil que lui ont réservé les professionnels du coin, ravis sans doute que des terres sans maître soient enfin entretenues. L'Aubois ne vit pas l'absence de pied-à-terre dans le village comme un handicap car ses parcelles

sont suffisamment grandes pour éviter des allers-retours trop fréquents entre son domicile et son exploitation.

Rémi Jannet s'est attelé à nettoyer des terres qu'il qualifie lui-même de « très sales ». « La betterave Conviso Smart Evita permet une baisse d'IFT et surtout de gérer les betteraves sauvages ». Le résultat du premier enlèvement est de 79 t/ha à 16 °S : « c'est inespéré vu la pauvreté des parcelles ». Il se donne trois ans pour tout remettre en état, sachant que la charte imposée par Feve implique de convertir l'exploitation à l'agriculture biologique dans un délai de cinq ans. Au vu des difficultés actuelles du bio, il se pourrait qu'à l'avenir la certification HVE suffise. Quoi qu'il en soit, l'exploitant, qui ne possède qu'un tracteur en propre et une moissonneuse-batteuse en copropriété, peut aujourd'hui compter sur l'entraide de ses confrères – notamment avec une intégrale Ropa - et, bien entendu, sur ses « propres bras ».

**FREDERIC MARAIS**

(1) À ces 79 hectares s'ajoutent près de 18 hectares qu'il loue à sa mère à Chapelle-Vallon dans l'Aube et qu'il cultive exclusivement en colza.



**EI JANNET RÉMI** - Montépreux (Marne) et Chapelle-Vallon (Aube)

SAU : **97 ha**

Blé : **26 ha**

Betteraves : **25 ha**

Orge d'hiver : **18 ha**

Colza : **17 ha**

Orge de printemps : **11 ha**





Julie Guichon



Thibaut Janson



Sainfofia

MARNE

# Thibaut Janson Peu d'intrants mais beaucoup d'attention

Comme son père auparavant, Thibaut Janson produit des cultures porte-graines de graminées fourragères (fétuque et ray-grass anglais) et de sainfoin. Peu exigeantes en intrants, elles nécessitent cependant une attention particulière au moment du désherbage, de la récolte et du stockage.

**P**our produire des cultures porte-graines, il est indispensable de choisir des parcelles indemnes de graminées adventices, sinon c'est voué à l'échec », prévient Thibaut Janson, multiplicateur de semences dans la Marne. Ces productions font l'objet d'un contrat avec les établissements semenciers dans lequel l'agriculteur multiplicateur s'engage à suivre un cahier des charges pour fournir des semences pures et certifiées par l'interprofession des semences Semae.

## Une des meilleures marges de l'exploitation

Thibaut Janson sème ses fétuques porte-graines au semoir à céréales sous couvert de pois de printemps. Il souligne que « cette association est vertueuse car une fois les protégés récoltés, la graminée profite de la décomposition des nodosités riches en azote pour se développer ». Pendant sa

pousse active, la fétuque est désherbée mécaniquement avec une herse (étrille ou à dents droites) puis broyée pour favoriser une repousse homogène et une floraison régulière qui facilite la récolte l'été suivant. « Laisser deux ans en place, cette culture assure une couverture du sol et apporte de la matière organique grâce à son importante biomasse », explique l'agriculteur. La production de ray-grass anglais porte-graines paraît plus délicate. Avec l'expérience, il préfère le détruire au bout d'un an de production. Ainsi, il évite de trop fortes infestations de rongeurs qui ravagent tout malgré le passage régulier de la herse étrille et l'installation de nombreux perchoirs à rapaces. « La pression des souris et des adventices ainsi que le climat (sec ou humide) et l'égrenage à la récolte rendent aléatoire la productivité de ces cultures, indique l'agriculteur. En revanche, lorsque tous les voyants sont au vert,

**1** « Pour mener à bien une culture porte-graines, le choix de la parcelle et la surveillance des rongeurs sont essentiels », prévient Thibaut Janson.

**2** Le séchage est déterminant pour conserver la qualité des graines.

**3** Le sainfoin porte-graines, produit sur une durée de deux ans avec la coopérative Sainfofia, est un concentré de vertus pour l'environnement, les animaux et les abeilles.

elles font partie des meilleures marges de l'exploitation. Elles restent cependant risquées car parfois on ne récolte rien. Il faut donc lisser les revenus sur cinq, voire six années. »

## Rigueur lors de la récolte, du séchage et du stockage

Thibaut Janson travaille avec deux autres agriculteurs avec qui il a créé une SEP (société en participation). Thibaut Janson détient tout son matériel en CUMA ou en copropriété. Pour éviter tout risque de mélange de semences, tous trois sèment les mêmes variétés de porte-graines (fétuque RAGT Nougat et ray-grass RAGT canaveral). La fétuque, plus précoce, est généralement récoltée avant les autres cultures porte-graines. « Il faut savoir interrompre la récolte des céréales et suivre une logique stratégique pour récolter les graminées à la bonne maturité et avant leur égrenage », prévient Thibaut Janson. Les unes après les autres, elles sont séchées, stockées puis livrées à un taux d'humidité de 12 % (compris entre 30 et 35 % à la récolte). « Plus les conditions climatiques sont humides, plus il faut remuer le tas pour le sécher et éviter sa prise en masse », précise Thibaut Janson. Dans son cas, il est équipé de gaines ventilées en demi-lune. Depuis toujours, il remue le tas à la pelle avec l'aide précieuse de sa famille et de ses amis. « Ce système devient fastidieux, convient-il, d'autant plus que les porte-graines représentent actuellement 15 % de ma surface agricole utile (SAU) et donc des volumes importants à manipuler. » Avec la création de la SEP, il espère investir dans un hangar équipé de gaines de ventilation. La réflexion est en cours.

**JULIE GUICHON**

## DES CULTURES VERTUEUSES

Thibaut Janson apprécie de cultiver des plantes multi-services, vertueuses et à faibles intrants : le sainfoin en raison de ses qualités nutritionnelles pour les abeilles et les animaux (bouchons déshydratés) ; le chanvre, alternative écologique, qui s'utilise aussi bien dans le bâtiment, la plasturgie ou le textile ; mais aussi les graminées porte-graines qui contribuent à la réduction des IFT (Indice de fréquence de traitement) et au stockage de carbone dans le sol. « Ces cultures vont dans le sens de mes convictions, car elles répondent aux enjeux agronomiques et environnementaux d'une exploitation ainsi qu'aux attentes sociétales », explique l'agriculteur.



SCEA D'ATTILA JANSON LORNE  
Châlons-en-Champagne (Marne)

SAU : 250 hectares

Blé : 60 ha

Betteraves : 55 ha

Orge d'hiver et printemps : 17,5 ha et 15 ha

Chanvre : 20 ha

Porte-graines : fétuque 15 ha, ray-grass anglais 12,5 ha et sainfoin 10 ha

Pois de printemps : 12,5 ha

Luzerne : 30 ha





**SEINE-MARITIME**

## Antoine Lasnon J'ai toujours voulu être agriculteur

Antoine Lasnon s'est installé avec ses parents en mai dernier. Le jeune agriculteur s'occupe de la conduite des cultures et de l'entretien du matériel, ses deux passions.

**J'**ai décidé de m'installer dans l'exploitation familiale lorsque mon oncle, qui était associé, est parti à la retraite », explique Antoine Lasnon, 21 ans, qui représente aussi la quatrième génération d'agriculteurs dans la ferme familiale à Hugleville-en-Caux, en Seine-Maritime.

**Une installation tout en douceur**  
« Mon père voulait arrêter la conduite des cultures, surtout la partie administrative. Comme cela m'intéressait, il m'a proposé de m'en occuper. Au début, j'ai travaillé à ses côtés et puis, au fur et à mesure, il m'a laissé diriger la conduite des cultures », poursuit le fils d'Isabelle et Éric Lasnon.

L'exploitation familiale est en agriculture conventionnelle et le jeune agriculteur souhaite changer petit à petit la façon de travailler les sols en optant, lorsque cela est possible, pour le non-labour.

Cette année, il a travaillé sur l'analyse des sols en potasse, phosphore et les matières organiques, avant de semer

du lin, une culture qu'il souhaite davantage développer. « Nous sommes passés de 3 hectares de lin à 10 hectares ; aujourd'hui, nous en cultivons 20 hectares et plus et j'ai semé pour la première fois en octobre du lin d'hiver », déclare le jeune agriculteur.

Les parents d'Antoine sont polyculteurs-éleveurs avec un troupeau de vaches allaitantes, une cinquantaine de vaches de race Limousine, après avoir conduit un élevage laitier qu'ils ont abandonné il y a une dizaine d'années, faute de trouver et garder des jeunes salariés en formation.

### Une grande ouverture d'esprit

Antoine Lasnon a suivi une formation agricole, d'abord dans une maison familiale rurale (MFR), puis il a obtenu un baccalauréat professionnel en agro-équipement et en productions végétales, avant d'être diplômé d'un BTS analyse, conduite et stratégie d'une entreprise agricole à l'Institut Genech, dans le Nord de la France. Au cours de cette formation, il a effectué plusieurs stages en diversifiant

ses choix pour acquérir le maximum d'expérience, notamment dans l'agroéquipement chez des concessionnaires de matériel agricole en Seine-Maritime, dans l'élevage en production laitière dans des exploitations différentes, dont une dotée d'un méthaniseur et une seconde d'un robot de traite. Il a également travaillé chez un producteur de pommes de terre en bio et en conventionnel dans les Hauts-de-France, puis chez un négociant en pailles de céréales en Côte-d'Or, ou encore dans une exploitation maraîchère à Marbella en Espagne, mais aussi dans une entreprise de travaux publics dans la partie assainissement.

Pendant ses différents stages, il éprouve toujours le besoin de « mettre la main à la pâte » en revenant sur l'exploitation familiale en pays de Caux. Il a également effectué deux saisons d'arrachage et d'écapsulation du lin pour la coopérative Terre de lin, à Saint-Pierre-le-Viger. Jeune mais déjà doté d'un beau et riche parcours, Antoine Lasnon a fait le plein de découvertes des différents métiers qu'offre l'agriculture, avant de s'installer pour de bon.

« J'ai toujours aimé découvrir l'agriculture dans ses multiples facettes et les différentes façons de travailler dans une exploitation et j'aimais bien aussi le changement », souligne Antoine Lasnon qui a une grande ouverture d'esprit, s'intéressant aux différentes pratiques agricoles.

### Des betteraves rémunératrices

« Lorsque je me suis installé, mes parents m'ont laissé une grande latitude dans la conduite des cultures et la mécanique agricole. J'ai même modifié le semoir à betteraves pour gagner en précision dans les semis et

**1** Antoine Lasnon, 21 ans, est chargé de la conduite des cultures au sein de l'exploitation familiale au nord de Rouen (76). Ici, devant le déterreur de betteraves sucrières livrées à Fontaine-le-Dun.

**2** Le jeune agriculteur croit en la betterave sucrière, « une culture rémunératrice qui a sa place dans l'assolement de l'exploitation familiale ».

les traitements, avec notamment l'utilisation du GPS », détaille le jeune agriculteur qui a rejoint le syndicat JA 76. « Cela m'apporte beaucoup et c'est l'occasion de rencontrer d'autres jeunes agriculteurs et d'échanger », raconte-t-il.

Il cultive une vingtaine d'hectares de betteraves sucrières dans la ferme familiale livrées à la sucrerie Cristal-Union à Fontaine-le-Dun.

« C'est une culture rémunératrice qui permet de diversifier les risques et d'avoir de la pulpe pour les animaux de la ferme et c'est un élément important dans les rotations des cultures », affirme-t-il.

Antoine Lasnon a également en projet la culture de pommes de terre de consommation.

Un bâtiment de 2 000 m<sup>2</sup> de surface recouverte de panneaux photovoltaïques à 90 % est en construction au sein de la ferme pour le stockage du matériel et des balles de lin et, potentiellement, des pommes de terre. L'énergie électrique qui sera produite alimentera directement le réseau EDF. Le jeune agriculteur a de l'énergie à revendre !

**PATRICE LEFEBVRE**



**ANTOINE LASNON**  
Hugleville-en-Caux (76)

SAU : **200 ha**

Blé : **90 ha**

Lin : **30 à 40 ha**

Colza : **20 ha**

Betteraves : **20 ha**

Herbages : **30 ha**





AUBE

# Matthieu Marisy Plus méthaniseur qu'agriculteur

A 35 ans, Matthieu Marisy s'est lancé successivement, avec ses deux cousins, dans la méthanisation, la production de CO<sub>2</sub> et l'analyse en laboratoire de la qualité du gaz carbonique.

**F**ils, petit-fils et neveu d'agriculteurs, Matthieu Marisy a repris l'exploitation de son oncle et de son grand-père en 2015. Mais avant de s'installer, le jeune homme s'est d'abord lancé à l'assaut du monde. « Je voulais partir à l'étranger avant d'être bloqué sur mon exploitation », précise-t-il encore. Ce sont les États-Unis qui l'accueillent en premier. À Jamestown, dans le Dakota du Nord, il débarque dans une ferme de 15 000 hectares où l'on cultive le maïs, le blé et surtout le soja. Au bout d'un an, Matthieu revient en France, mais c'est pour mieux en repartir. Destination l'Australie. Sur la côte Est de l'île, entre Brisbane et Melbourne, il enchaîne les petits boulots pendant dix mois. « J'ai d'abord vendangé du raisin de table, puis fabriqué des sandwiches dans une chambre froide pendant l'Open d'Australie. J'ai travaillé ensuite dans une exploitation de pommes de terre, avant de terminer mon séjour par la récolte du coton. »

## Introduction de la betterave

Il s'installe un an plus tard, riche de l'expérience emmagasinée. « Ça m'a

ouvert l'esprit, confesse-t-il. J'ai compris qu'on ne pouvait pas rivaliser en termes de compétitivité. J'ai essayé le soja, mais je me suis pris trois gamelles de suite et j'ai arrêté. J'ai fait du maïs à la place. » Il prend aussi l'initiative d'introduire la culture de la betterave dans l'exploitation, sur les terres propices de la Champagne crayeuse. L'idée « d'avoir un revenu complémentaire et d'être moins soumis aux aléas du marché des céréales » va le conduire à pousser plus loin sa logique de diversification.

En 2019, avec ses deux cousins, Baptiste Dubois et Quentin Marisy, il se lance dans la méthanisation et crée la société MD Biogaz à Bar-sur-Seine, dans l'Aube. L'installation, riche de trois digesteurs, entre en service en 2021. Elle produit 28 GWh de biométhane par an à partir d'un cocktail constitué pour un tiers de pulpes de betterave, pour un tiers de Cive et pour un tiers d'intrants divers : pelures d'ognons, issues de silos, etc. Le méthaniseur vient bouleverser la vie de Matthieu Marisy. « Je ne passe plus qu'une journée par semaine

sur l'exploitation. Je consacre cinq autres journées à la méthanisation. » L'agriculteur sous-traite la récolte et toutes les activités liées à la betterave, comme les semis.

Les trois cousins décident en 2023 de creuser encore plus profondément le sillon agro-industriel. Constat de départ : le biogaz produit certes du biométhane, mais aussi du CO<sub>2</sub>, beaucoup de CO<sub>2</sub>. 47 % pour être précis, un chiffre plutôt élevé dû à la quantité importante de végétaux enfournés dans les digesteurs. Jusqu'alors relâché dans l'atmosphère, ce gaz carbonique constitue une richesse inexploitée. C'est à cet effet que MD CO<sub>2</sub>, petite sœur de MD Biogaz, voit le jour. Après avoir investi 6,5 millions d'euros dans la méthanisation, les associés remettent 2 M€ sur la table pour construire une installation chargée de capter, de liquéfier, de purifier et de commercialiser le dioxyde de carbone. Entrée en service en avril 2024, elle a franchi la barre symbolique du premier millier de tonnes produites en septembre. MD CO<sub>2</sub> vend la totalité de sa production – jusqu'à 4 000 tonnes par an – à l'entreprise meusienne L2Pi, société spécialisée dans la distribution de gaz alimentaire. Un contrat d'exclusivité d'une durée de dix années lie les deux partenaires. Le gaz carbonique sert ici à pousser et à refroidir la bière pression en tireuse.

## Une première française

Mais le CO<sub>2</sub> dit « biogénique » (car produit par les plantes) peut avoir une multitude de débouchés, que ce soit à des fins alimentaires, dans l'industrie des boissons notamment, ou dans d'autres activités. Et c'est là qu'intervient le troisième étage de la fusée mise sur orbite par Matthieu Marisy

et ses deux cousins. MD CO<sub>2</sub> a en effet inauguré en juin dernier un laboratoire, qui se veut le premier laboratoire français non industriel d'analyse de la qualité du gaz carbonique destiné au marché de l'alimentaire. Celui-ci est chargé de certifier que le CO<sub>2</sub> produit en méthanisation possède bien les qualités requises pour être utilisé dans l'alimentation humaine. Les échantillons de gaz carbonique apportés par les autres méthaniseurs et possiblement certains industriels subissent à cet effet une batterie de tests chimiques. Il doit être pur à au moins 99 %. MD CO<sub>2</sub> revendique pour sa part un taux de 99,99 %. Fin de l'aventure pour Matthieu Marisy ? Que nenni. Celui-ci « envisage de reprendre l'exploitation de (son) père » qui partira prochainement à la retraite. Soit 180 ha qui viendront s'ajouter aux 80 ha que possède déjà l'agriculteur aubois, à l'unité de méthanisation, à l'outil de production de CO<sub>2</sub> et au laboratoire d'analyse, dont il partage la paternité avec ses deux compères.

FRÉDÉRIC MARAIS



ENTREPRISE INDIVIDUELLE  
MARISY MATTHIEU  
Blaincourt-sur-Aube (Aube)

SAU : 80 ha

Blé : 25 ha

Maïs : 15 ha

Orge de printemps : 15 ha

Tournesol : 10 ha

Betterave : 8 ha

Prairie : 7 ha





Photos : François Lecocq

**NORD**

# Christophe Mazingarbe Endivier et fier de l'être

À Sainghin-en-Mélantois, Christophe Mazingarbe, son frère Claude et leur cousin Rémy perpétuent et développent la culture endivière initiée dès les années 1960 par leurs parents. Ils en produisent 2 300 tonnes chaque année et font travailler 40 personnes.

**P**as facile de coincer Christophe Mazingarbe ! Entre l'endiverie, la gestion du personnel, les négociations commerciales et le suivi du cours du chicon (actuellement à 2 € le kilo), sans oublier toute la paperasserie... il pointe, facile à plus de 70 heures par semaine. Ce qui n'est pas facile pour son épouse, infirmière de nuit à l'hôpital Jeanne de Flandre à Lille, et leurs trois enfants âgés de 9, 7 et 4 ans. Avec son frère cadet Claude (33 ans) et son cousin Rémy (40 ans), il a repris le Gaec familial en 2016 et, ensemble, ils représentent la quatrième génération de cette famille d'agriculteurs basés à Sainghin-en-Mélantois, à une demi-heure au sud de Lille. Malgré cette charge de travail, il ne changerait de métier pour rien au monde, revendiquant d'être utile au plus grand nombre. « *Ma femme soigne les gens, moi je me bats tous les jours pour bien les nourrir en exerçant le plus beau métier du monde* », assure Christophe Mazingarbe (37 ans) faisant référence à la certification HVE

niveau 3 valorisant sa production depuis 4 ans.

**4<sup>e</sup> génération**

Avant de reprendre la ferme avec son frère et son cousin, Christophe a travaillé pendant six ans (2010-2016) comme commercial pour la société Sobac. « *Je sortais de mon BTS ACSE et j'ai vendu des produits pour le secteur agricole, mais je savais que je reprendrais la ferme quand mes parents et mes oncles prendraient leur retraite. Cette expérience m'a permis d'apprendre d'autres choses, c'est notamment pendant ces années que j'ai découvert les panneaux photovoltaïques dont nous avons d'ailleurs équipé l'exploitation en deux phases, en 2017 pour une production de 100 Kilowatts crête en revente totale, puis cette année pour une capacité de 275 Kilowatts crête en auto-consommation* », précise-t-il. Mais ce qui l'occupe à temps plein, c'est l'endive. Alors que le passage des Flexines vient de commencer et que, début novembre, commencera la plantation des Lady Marie, il faut surveiller

**1** Christophe Mazingarbe consacre une bonne partie de son temps à des tâches administratives et commerciales.

**2** Le Gaec Mazingarbe exploite 200 ha, emploie 40 salariés et produit 2 300 tonnes d'endives par an.

**3** Claude (à gauche) et Christophe Mazingarbe dans la salle de pousse. Les deux frères ont repris le Gaec familial en 2016 avec leur cousin Rémy Mazingarbe.

la croissance des chicons dans la salle de pousse, étape qui dure 21 jours. « *La salle de pousse fonctionne à l'hydroponie depuis les années 1990 ; ce sont nos parents qui ont fait ce choix plutôt que de continuer à produire les endives en terre, ça me fait rigoler quand on parle de l'hydroponie comme une nouvelle technique de culture, alors qu'elle existe depuis plusieurs décennies* », assure Claude Mazingarbe, qui s'occupe aussi des machines, de l'endiverie et du travail aux champs, tandis que le cousin Rémy est spécialisé dans les cultures et les traitements.

Autre sujet de préoccupation quotidien pour Christophe : la gestion du personnel et, surtout, l'absentéisme au sein de l'équipe de 40 salariés. « *Tous les matins, je scrute mon téléphone en espérant ne pas avoir trop de désistements de dernière minute. Ce matin, j'ai eu encore 5 absents. Il y a évidemment les personnes malades ou qui doivent faire face à des imprévus, mais je constate tout de même beaucoup plus d'absentéisme qu'il y a quelques années et pas toujours justifié* », regrette-t-il.

**Transparence des prix**

Avec son frère et son cousin, le Gaec Mazingarbe a été sélectionné l'an dernier pour témoigner dans le documentaire « *Familles de paysans, 100 ans d'histoire* » de Karine Le Marchand sur M6. « *Faire partie des 6 familles d'agriculteurs choisies est une opportunité de parler de notre métier qui n'est pas si souvent mis en avant dans les médias* », se réjouit-il. L'occasion de mieux expliquer le métier et la fierté de l'exercer malgré ses nombreuses contraintes. L'opportunité aussi de faire de la pédagogie sur les prix des produits et ce que gagnent au final les agriculteurs. Cette transparence sur les prix est un

combat pour Christophe. Il y a deux ans, au moment de l'effondrement des cours à 70 centimes le kilo, il est allé voir la grande distribution locale et notamment Thomas Pocher, adhérent Leclerc dans la métropole lilloise. Ensemble, au sein de l'association Alliances locales, ils ont décidé d'afficher en magasin les différentes composantes du prix des endives au kilo, ce qui revient à l'agriculteur et les marges opérées par le distributeur, « *ce qui permet aux consommateurs d'être suffisamment informés pour faire des choix, après chacun est libre de préférer ou non de soutenir les agriculteurs locaux, mais c'est toujours mieux de le faire en connaissance de cause* », explique-t-il. Enfin, malgré une période dérogatoire d'un an supplémentaire pour l'usage du Movento (le Bonalan et le Safari étant désormais interdits), Christophe, Claude et Rémy Mazingarbe se demandent quels produits ils vont pouvoir utiliser en remplacement de cet insecticide. Soucieux de ne pas multiplier les traitements phytosanitaires qui ne sont pas toujours bien compris par les habitants situés à proximité de leur exploitation. **FRANÇOIS LECOCCQ**



GAEC MAZINGARBE Sainghin-en-Mélantois (Nord)	
SAU : <b>200 ha</b>	Betteraves : <b>15 ha</b>
Blé : <b>60 ha</b>	Lin : <b>15 ha</b>
Endives : <b>25 ha</b> (+ 100 ha dans d'autres exploitations)	Maïs : <b>5 ha</b>
Orge : <b>25 ha</b>	Prairie : <b>35 ha</b>
Pommes de terre : <b>20 ha</b>	Vaches allaitantes : <b>45</b>





OISE

# Christophe Parmentier opportuniste du semis direct

En semis direct sur une partie de sa ferme depuis 2007, Christophe Parmentier adapte continuellement son système.

**B**etteravier à Croissy-sur-Celle dans l'Oise, Christophe Parmentier pratique le semis direct (SD) depuis son installation en 2007. Il reprend alors la moitié de l'exploitation familiale. Après plusieurs années comme conseiller agricole, cette technique lui semble une évidence. Moins de dépense en fuel, plus de rapidité dans le travail, une terre plus riche en vie biologique... Sur l'autre moitié de la ferme, conservée par sa mère, le jeune agriculteur continue la technique « classique ». Soit un labour pour les cultures de printemps et trois déchaumages suivis d'un semis avec rotative pour les cultures d'hiver.

« Comme j'ai 65 parcelles sur les 215 hectares au total, j'ai pu facilement comparer les deux techniques », positive-t-il. Et ce dans tous types de sol. Les teneurs en matière organique de cette ancienne ferme laitière sont bons (4 % dans les craies et 2 à 2,5 % ailleurs).

**Des performances identiques**  
« Globalement, j'obtiens des rendements identiques dans les deux systèmes (92q/ha en blé et 96 q/ha en

escourgeon de moyenne olympique). En bonnes terres, je n'améliore pas les performances en semis direct. Il est plus facile de dé plafonner les rendements sur les terres à faible potentiel ou difficiles à travailler (craie ou bief). J'ai même obtenu un record de 112 quintaux sur une cranette », se félicite l'agriculteur.

En revanche, ses rendements en orge de printemps restent inférieurs en SD (moins 20 %), explicable par un démarrage lent. Les pois de printemps, implantés derrière un mélange avec du radis chinois Structurator, se comportent assez bien en SD, contrairement aux féveroles, plus lentes au démarrage.

En colza, à cause de zones de salissement en brome, l'agriculteur a opté quelques années pour un semis au strip till avec engrais incorporé. Aujourd'hui, il utilise un semoir monograinne après deux passages de cultivateurs à dents ou à disques très superficiels (quelques centimètres).

Christophe sème son blé dans les repousses des pois de printemps et des féveroles. Après colza, il l'implantait dans les repousses. Mais rapidement,

des problèmes de mulots sont apparus. « Je passe dorénavant un cultivateur à disque à 4 cm, à 20 km/h après la moisson, suivi d'un roulage », affirme-t-il. Quant aux blés sur blés, ils sont semés dans un couvert légumineuses/crucifères, avec enlèvement des pailles, voire un labour.

**Retour ponctuel de la charrue**

En 2016, lorsque l'exploitant reprend la seconde partie de l'exploitation, il cultive toute la surface en SD, sauf les betteraves. Plusieurs facteurs l'amènent à évoluer. « En SD, je termine mes semis de blé au 5 octobre ». Le SD réalisant toujours en temps sec. Pour les semis du dernier blé de betteraves, je louais parfois la charrue du voisin, gardant toujours la performance en ligne de mire. »

Autre souci : l'interdiction du Gaucho accroît le risque pucerons sur céréales. L'agriculteur ne veut pas tenter de décaler la date de SD pour le diminuer. Et, après 12 ans de SD, à partir de 2019, il est confronté à des salissements en graminées, notamment des ray-grass envahissant les fourrières. Ce qu'il explique par la résistance aux herbicides foliaires et une moindre efficacité des racinaires dans les mulchs épais. Enfin, seul sur son exploitation, l'agriculteur ne peut semer tous ses couverts « au cul de la moisson ». Or, des couverts peu développés pénalisent les rendements suivants en SD. L'agriculteur a donc racheté une charrue 5 corps en 2024. Objectif : labourer avant les derniers semis d'hiver et les cultures de printemps. Soit près de 50 ha/an.

**Les betteraves, une place à part**

Le planteur a développé sa surface de betteraves, passant de 7 à 25 ha.

Au départ, il les semait avec un strip till dans un couvert roulé fin décembre et traité au glyphosate. « En année sèche, elles poussaient plus vite qu'en technique labour, constate-t-il. En revanche, en année humide, elles démarraient plus lentement ». En 2018, il fait appel à une ETA pour le semis des betteraves. « J'ai aussi choisi de labourer avant leur implantation. Les betteraves sont un atout pour la lutte contre le salissement, notamment pour les graminées ».

Cet expérimentateur passionné teste cette année l'utilisation d'un répulsif pour pucerons avec la société Agriodor. « J'aime faire évoluer mes techniques. Réutiliser la charrue une année sur six ne m'ennuie pas. La performance agronomique et économique guide mes choix. Le semis direct reste vraiment intéressant pour diminuer les dépenses en carburant et le temps de travail ». Il observe aussi une amélioration de la vie souterraine, notamment des vers de terre. Avec des responsabilités à l'extérieur, le pionnier du semis direct sait en garder les atouts, sans s'enfermer dans une doctrine. « Je suis un opportuniste du semis direct », conclut-il. **MARIE-PIERRE CROSNIER**

1 Christophe Parmentier pratique le semis direct depuis 2007.

2 Les graminées adventices dans les fourrières sont devenues un problème.

3 Cette année, le planteur teste un répulsif olfactif de la firme Agriodor.



CHRISTOPHE PARMENTIER  
Croissy-sur-Celle (Oise)

SAU : 215 ha	Pois-féverole : 20 ha
Blé : 100 ha	Orge de printemps : 10 ha
Colza : 25 ha	Prairie : 8 ha
Escourgeon : 23 ha	Betteraves : 25 ha
	Luzerne : 4 ha





**MARNE**

# Jean-Baptiste Portier L'ETA, de père en fils

Jeune agriculteur, Jean-Baptiste Portier a décidé de reprendre l'ETA initiée par son père en 1980. Un choix qui lui permet aujourd'hui de pouvoir vivre de son métier d'agriculteur.

**J**e me suis installé en 2020 à la suite d'une formation BPREA (Brevet professionnel responsable d'entreprise agricole) réalisée quatre ans auparavant, raconte Jean-Baptiste Portier, agriculteur à Saint-Amand-sur-Fion dans la Marne. Je me suis beaucoup interrogé sur l'intérêt de reprendre l'ETA jusqu'ici pilotée par mon père. Je me suis vite aperçu que cette activité va de pair avec la gestion de mon exploitation, qui compte actuellement 89 hectares, une taille trop petite pour en vivre. Sans l'ETA, je n'aurais pas eu d'autre choix économique que d'exercer, en parallèle, une activité professionnelle à mi-temps ».

**L'organisation, clé de la réussite**

En plus de sa propre exploitation, Jean-Baptiste Portier gère les 30 hectares d'une exploitation voisine en prestation complète. Parallèlement, tous les ans, il récolte 220 à 300 hectares de céréales et arrache 150 à 200 hectares de betteraves, localisés respectivement dans un rayon de 20 et 80 km autour de l'exploitation. « Ces surfaces varient selon les opportunités, le contexte et les besoins des agriculteurs

des villages alentours, explique-t-il. Parfois, j'ai de la demande pour semer des betteraves ou récolter du tournesol ». Jean-Baptiste Portier est aidé par son père et un apprenti qui suit un BTS en alternance. « Avec l'ETA, je connais des périodes de travail intenses, des semis de printemps jusqu'aux derniers arrachages de betteraves qui ont eu lieu le 22 décembre cette année, indique-t-il. Je veille à bien m'organiser pour récolter toutes les parcelles dans de bonnes conditions ».

**« Afficher une belle vitrine »**

Jean-Baptiste Portier dispose de matériels récents (pulvérisateur traîné et épandeur à engrais équipé de coupeure de tronçons, etc.). Selon lui, les innovations technologiques pour réaliser de la prestation de service rassurent les clients et facilitent les échanges commerciaux. « À travers l'ETA, je propose un service commercial, précise-t-il. Il est bien plus alléchant si la vitrine est belle. Cependant, le morcellement des parcelles sur mon territoire freine les investissements de matériels de grande largeur, la plus grande parcelle ayant une superficie de 11 hectares ».

**1** « L'ETA va de pair avec la gestion de mon exploitation. De plus, elle me permet d'être en contact avec les autres », indique Jean-Baptiste Portier, agriculteur et entrepreneur de travaux agricoles dans la Marne.

**2** Pour les travaux intenses, Jean-Baptiste Portier est aidé de son père et d'un apprenti.

**3** Grâce à son épandeur à engrais récent, Jean-Baptiste Portier peut effectuer des coupures de tronçons pour travailler avec précision.

Dans son ETA, Jean-Baptiste Portier possède un tracteur Fendt qu'il a choisi de louer. « À la fin de ses 600 heures annuelles de travail, je sais exactement combien il m'a coûté, indique-t-il. En fin de bail, je le renouvelle. Ainsi, je dispose toujours d'un tracteur opérationnel et équipé de technologies récentes (coupures de section automatique, isobus) ».

Pour l'arrachage des betteraves, le jeune entrepreneur dispose d'une automotrice datant de 2003. « En tant qu'ancien mécanicien agricole, je suis capable de l'entretenir moi-même. Tant que je trouverai des pièces, je continuerai de la réparer car cette machine est fiable et robuste. Même si cet entretien me coûte cher, je ne suis pas encore prêt pour investir dans une intégrale ».

**Rester à l'écoute et s'adapter**

« Sans l'ETA, je ne pourrais pas vivre uniquement de mon exploitation, confie Jean-Baptiste Portier. Je ne suis pas un cas isolé. Certains agriculteurs préfèrent travailler avec un prestataire pour réaliser les travaux agricoles et exercer une autre profession. Personnellement, je préfère gérer ma propre exploitation et proposer mes services aux autres ». Le jeune agriculteur sait s'adapter à la demande et aux évolutions des pratiques agricoles. Il reste à l'écoute, comme il dit, et s'implique dans les filières, notamment au sein du Comité jeunes de sa coopérative Vivesica.

Très imprégné par la technique Geda (groupement d'étude et de développement agricole auquel il adhère), Jean-Baptiste Portier réduit ses doses de produits phytosanitaires, voire le nombre de passage de fongicides sur les céréales. « J'explique cette pratique

à mes clients, pour qu'ils en comprennent les enjeux techniques et économiques, souligne-t-il. Cette approche mérite d'être réfléchie, car la multiplication des passages représente un coût ». Cependant, l'entrepreneur sait que cette technique est plus difficile à mettre en pratique dans le cadre d'une prestation de service. Il convient d'intervenir très tôt le matin pour profiter de l'humidité, ce qui n'est pas toujours évident avec son organisation actuelle et sa structure qui l'empêchent, pour le moment, d'embaucher un salarié à temps plein.

**JULIE GUICHON**



**EARL DE LA COMMANDERIE**  
Saint-Amand-sur-Fion (Marne)

SAU : **89 hectares**

Blé **28 ha**

Colza : **17 ha**

Betteraves : **11,5 ha**

Orge d'hiver : **10 ha**

Orge de printemps : **6,6 ha**

Pois de printemps : **5,6 ha**

Luzerne : **4,5 ha**

Avoine : **2,7 ha**

Jachère : **3 ha**

**ETA SARL PORTIER**  
Saint-Amand-sur-Fion (Marne)

Prestation complète : **30 ha**

Arrachage de betteraves : **150 à 200 ha**

Récolte de céréales : **220 à 300 ha**





Photos : Marie-Pierre Crosnier

AISNE

# Antoinette et Pierre Sainte-Beuve Développer ses talents... et des emplois

Créer une place à chacun selon ses valeurs et ses talents, la clé de la réussite pour Antoinette et Pierre Sainte-Beuve.

Les projets, elle aime ça. « C'est mon truc », assure Antoinette Sainte-Beuve, agricultrice à Neuville-Saint-Amand, aux portes de Saint-Quentin, dans l'Aisne. Concevoir, décider, mettre en place et mesurer le chemin parcouru depuis son installation en 2011 le prouve. Alors salariée dans l'animation scientifique à Paris, BTS agricole et maîtrise de biologie en poche, elle s'installe à la suite de ses parents. Elle embarque mari et enfants (3 filles aujourd'hui) dans l'aventure. Ses parents déménagent à Lille et elle dans le corps de ferme. « Je me suis retrouvée seule à la tête des 180 hectares, avec le salarié. J'ai beaucoup appris avec les collègues et au Ceta, mais surtout... sur le tas », confie-t-elle. Quand elle n'est pas sur son tracteur, elle met aux normes l'entreprise et diversifie l'assolement. Elle mutualise les travaux avec la ferme de son cousin qu'elle gère à façon, soit au total 320 ha. Comme si cela ne suffisait pas, elle s'engage comme vice-présidente pour l'installation des Jeunes Agriculteurs de l'Aisne (dossier

qu'elle suit toujours comme élue de chambre d'agriculture). En 2017, un voisin lui propose de s'associer pour créer un méthaniseur à injection. La localisation de la ferme à 800 mètres du réseau GRDF de Saint-Quentin est idéale. « L'équilibre financier de la ferme était fragile. C'était une solution à tenter : essayer pour ne pas avoir de regrets. Je ne me voyais pas toute ma carrière sur un tracteur », raconte l'audacieuse entrepreneuse. Deux ans de projet et neuf mois de construction plus tard, le méthaniseur, le centième de France à injection gaz, est prêt à passer progressivement à 260 nm<sup>3</sup>. Son associé gère les approvisionnements et le plan d'épandage (1 700 ha), Antoinette le suivi biologique et technique. Mais rapidement la charge de travail entre la ferme et la méthanisation devient trop importante pour l'agricultrice.

**Le choix d'un accompagnement humain**

Pierre, son mari, fils d'agriculteur de l'Oise, occupe alors un poste de cadre

dans la finance. À ses études de comptabilité, il choisit d'ajouter un bac agricole, tout en hésitant à revenir dans la ferme. « Cela n'avait de sens que si j'apportais de la plus-value, avoue-t-il, d'autant plus que conduire le tracteur ou effectuer les travaux de mécanisation n'est ni mon fort, ni mon objectif ». Autre interrogation, comment travailler en couple, concilier vie familiale et vie professionnelle ? L'année 2016 et les résultats économiques catastrophiques créent encore plus d'incertitudes.

« Nous étions le nez dans le guidon, se souvient Pierre, sans trop savoir où nous allions et comment. Le salarié de la ferme arrivant à la retraite, nous avions du mal à nous projeter ». Le couple décide alors de faire appel à un coach spécialisé dans l'accompagnement des agriculteurs pour leur projet (Michel François de Cresco conseil). « Nous avons travaillé sur nos valeurs, ce qui fait sens pour nous, et défini nos priorités. Nous avons aussi appris à comprendre le fonctionnement de chacun et nos talents sur lesquels nous appuyer ».

**Des tâches bien définies pour une organisation optimale**

Question rôle, en plus du méthaniseur, Antoinette gère l'exploitation, notamment l'agronomie. Pierre se concentre sur la mise en œuvre. Il exerce ses compétences acquises dans la gestion administrative et la finance au profit des diverses entités (l'EARL, le Groupement d'employeur, une holding, la SCI pour les bâtiments ainsi que le méthaniseur). Il conserve une activité de conseil en finance. Il développe aussi de nouveaux projets, comme l'installation de panneaux photovoltaïques - 1 500 m<sup>2</sup> déjà

réalisés, soit 245 kw- et dernièrement l'irrigation. Celle-ci est gérée en même temps que l'installation souterraine des tuyaux transportant le digestat dans les parcelles (2 km de tuyaux pour 90 % de la sole). L'irrigation va permettre de développer d'autres cultures alimentaires, comme le pois de conserve.

« Notre réflexion nous a conduits à créer un emploi salarié dans l'exploitation et un pour le méthaniseur. Et ce tout en occupant des fonctions qui ont du sens pour nous », s'enthousiasme Antoinette. Le couple a organisé un système où chaque tâche peut être réalisée par un titulaire ou par un suppléant. Ce qui donne de la sécurité en cas de maladie ou de prise de congés. « La méthanisation a été une vraie chance pour nous, estiment-ils. Nous avons transformé la contrainte périurbaine en atout. Avec la valeur créée, nous développons d'autres projets. Nous investissons dans du matériel plus performant ». Prochaine étape : valoriser le corps de ferme en brique et développer l'énergie photovoltaïque.

MARIE-PIERRE CROSNIER



EARL DU PIGEONNIER. Neuville-Saint-Amand (Aisne)

SAU : 180 ha

Blé : 27 ha

Pois : 6 ha

Colza : 15 ha

Betteraves : 44 ha

Jachère : 4 ha

Silphie : 5 ha





1



2



3



4

**EURE**

# Céline Vannier Une agricultrice en première ligne

Battante, dynamique, investie dans le collectif, Céline Vannier sort les griffes quand la profession est attaquée.

**C**éline Vannier a repris la ferme familiale en septembre 2015 à Harcourt, près du Neubourg dans l'Eure. Mariée et maman de deux garçons de 7 et 9 ans, elle a quitté la région parisienne où elle était directrice adjointe dans l'hôtellerie-restauration pour s'installer sur la ferme de ses parents. Un virage à 180 degrés pour cette fille et petite-fille d'agriculteurs, la plus âgée d'une fratrie de trois au destin tout trouvé, tant elle a l'âme du métier de la terre. Mais cela ne s'est pas fait tout seul. Soutenue par ses deux sœurs, elle a obtenu le BP REA (brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole) qui lui donne la capacité pour s'installer. Son père l'a aidée à mettre le pied à l'étrier. « Je ne voulais pas que la ferme familiale disparaisse. Mon père prenait de l'âge. Je me suis dit pourquoi pas moi ? Je peux le faire. J'ai eu des doutes la première année et puis, au fil du temps, j'ai pris de l'assurance. »

## Fière d'être agricultrice

Céline Vannier exploite 140 hectares en polyculture. Elle partage le corps de

ferme et le matériel agricole avec son oncle Bruno Vannier, qui a une ferme tout à côté. Elle emploie un salarié à temps plein avec son oncle. Elle cultive du blé, du colza, du lin et des betteraves sucrières qu'elle livre à la sucrierie Saint Louis Sucre d'Étrépagny.

## Ses premières betteraves grosses comme des carottes

Du haut de son tracteur Case ou de son arracheuse de betteraves, elle domine la plaine, la sienne, pas peu fière, comme son père avant elle du choix qu'elle a fait d'être agricultrice. La jeune femme est une battante, dynamique et ouverte aux autres. Elle va dans les écoles avec l'association Ville & Campagne et son binôme Nadège Petit, agricultrice aussi, pour expliquer aux enfants son métier, ses atouts et ses obligations en matière de respect de l'environnement. « C'est un métier proche de la nature qui est trop souvent malmené, mal compris aussi et c'est à nous d'expliquer nos pratiques, pourquoi on traite les plantes, pourquoi on utilise certains produits dans le respect des normes édictées par les autorités sanitaires », plaide Céline Vannier.

1 La jeune cheffe d'exploitation devant un champ de couverts végétaux destiné à la production de betteraves sucrières au printemps prochain.

2 Céline Vannier possède un matériel spécifique à la culture et à la récolte du lin, comme cette retourneuse.

3 Céline Vannier et son binôme Nadège Petit, dans une classe d'Harcourt, expliquent aux enfants leur métier d'agricultrices.

4 Céline Vannier montre aux enfants comment se développe une betterave sucrière.

« C'est compliqué parfois, mais c'est passionnant », se réjouit-elle.

« La première année que j'ai fait des betteraves sucrières, elles étaient grosses comme des carottes. On avait semé très tard et les premiers enlèvements ont eu lieu à la mi-septembre. Depuis j'ai appris. Cette année, on a semé plus tard que d'habitude et on a eu beaucoup d'eau. Résultat : ce n'est pas une bonne année à cause aussi des pucerons et la cercosporiose. Au lieu de 90 à 100 tonnes hectare, on est à 65 t/ha à 16 °S, alors que je viens d'investir dans une arracheuse d'occasion utilisée avec mon oncle et chez deux autres planteurs et que Saint Louis Sucre veut baisser les surfaces et les prix », constate l'agricultrice euroise.

Elle gère toutes les cultures. Elle a semé cette année du lin d'hiver et de l'orge de printemps. Elle suit les évolutions technologiques, pratique les semis de précision grâce au GPS. « Même pour l'arrachage des betteraves, c'est plus facile ». Par ailleurs, elle a pour projet est d'investir dans une bineuse avec un écartement modulable, pour permettre de biner à la fois les semis de betteraves à 45 cm d'écartement et les autres cultures à 15 cm d'écartement. « J'ai un semoir équipé de trois trémies pour semer les couverts végétaux, la moutarde, la vesce et la phacélie et localiser les engrais sur la ligne de semis. »

## S'investir dans le collectif

« Lorsque j'entends que nous faisons n'importe quoi, là je sors les griffes mais je prends mon bâton de pèlerin pour dire que la terre est nourricière et qu'il faut la protéger si l'on veut qu'elle soit fertile », déclare l'agricultrice engagée dans l'action via

plusieurs organismes et associations. Elle est conseillère municipale du village d'Harcourt, élue membre de la Chambre d'agriculture de l'Eure, adhérente de NatUp, présidente du groupe local du Ceta (centre d'étude technique agricole) pour « améliorer nos pratiques et nos techniques » avec notamment la mise en place d'essais culturaux.

La jeune femme fait aussi partie du comité régional d'orientation professionnelle pour l'institut du végétal Arvalis. Elle est enfin référente au sein du bassin d'alimentation en eau, proche d'Harcourt, qui regroupe quatre agriculteurs.

Cela montre sa volonté de s'investir dans le collectif pour progresser et continuer d'apprendre pour faire aimer son métier, le défendre dans l'intérêt général. Un beau parcours pour cette jeune cheffe d'exploitation en première ligne dans une profession où les femmes agricultrices sont de plus en plus nombreuses.

**PATRICE LEFEBVRE**



**EARL CÉLINE VANNIER (27)**  
Harcourt (Eure)

SAU : **140 ha**

Blé : **80 ha**

Colza : **20 ha**

Lin : **20 ha**

Betteraves sucrières : **20 ha**





AISNE

# Alice Varlet

## Des vaches, du vin et des gîtes en terre betteravière

Après avoir repris la ferme familiale, Alice Varlet a développé deux nouvelles activités.

Trois chambres d'hôte et une production de vin sont venues compléter les grandes cultures et l'élevage allaitant. L'exploitation agricole est maintenant bien diversifiée.

« **A**vant mon installation, j'ai réalisé un stage dans une ferme du Nord qui avait 4 chambres d'hôtes, 3 gîtes et qui accueillait des enfants pour faire du pain. Cela m'a vraiment plu, en particulier l'aspect communication autour de notre métier », se souvient Alice Varlet, betteravière à Moÿde-l'Aisne, dans le département du même nom. En 2008, elle reprend l'exploitation de polyculture élevage familiale qu'elle diversifie 2 ans plus tard avec la création de 3 chambres d'hôtes dans une ancienne étable à vache. « Au début, ça a très bien marché. On était peu dans le secteur et il y avait beaucoup de touristes étrangers ou de commerciaux en déplacement ». Les clients peuvent réserver leur séjour sur internet notamment via le site internet de La Ferme d'Alice (www.lafermedalice.com) ou celui de Gîte de France. Mais la crise du Covid et le développement d'Airbnb ont porté un coup dur aux réservations. « Le Brexit a également

ralenti notre activité car les Anglais venaient moins à Reims pour acheter du champagne ». L'agricultrice a rebondi notamment grâce à l'accueil des touristes cyclistes. En effet, son exploitation agricole se situe à proximité de la Scandibérique, (appelé EuroVélo 3 ou Véloroute des Pèlerins), un itinéraire reliant la Norvège à la célèbre ville de Saint-Jacques-de-Compostelle. « Notre activité redémarre bien depuis un an maintenant », se réjouit l'agricultrice. « Par ailleurs, cela nous permet de communiquer à propos de notre métier. Nos clients peuvent visiter librement la ferme et venir échanger avec nous ». Cependant, elle précise que cette activité est particulièrement chronophage.

### Les vaches nourries à la pulpe de betteraves

L'exploitation a aussi la particularité de compter 40 hectares de prairies inondables qui servent de zone tampon pour éviter les inondations de Paris. « Mon père avait essayé une année d'y mettre du maïs, mais nous

n'avons pas pu récolter grand-chose ». Ils sont donc consacrés à un troupeau de vaches allaitantes. « Initialement, j'avais des Charolaises, mais j'ai changé pour des Limousines en raison de la facilité de vêlage et de la vigueur des veaux », raconte l'éleveuse. C'est beaucoup plus facile à gérer. Les naissances sont groupées autant que possible afin qu'elles aient lieu quand les animaux sont rentrés dans l'étable. Cela facilite la surveillance. Par ailleurs, cela permet de vendre les veaux à 7 mois, en lot et pas de façon individuelle. La ration est principalement composée de la pulpe de ses betteraves et du foin de ses prairies. Les conditions météorologiques de cette année ont perturbé la production de foin. Les prairies sont restées inondées tard en saison et la récolte n'a pu être faite qu'en août. « Le fourrage est de moins bonne qualité, et cela impacte la fertilité des vaches », se désole Alice Varlet.

### Du raisin et du vin

Mais les trois activités ne semblaient pas suffire à l'agricultrice. Avec son mari, elle s'est également lancée dans le vin. « Nous avons planté 65 ares de Chardonnay sur une ancienne jachère, il y a 3 ans, quand la plantation a été autorisée hors des zones viticoles ». La betteravière et éleveuse est également devenue vigneronne, un travail également très chronophage puisque la taille, le palissage et la récolte se font à la main. La première cuvée de la vigne de Montpourceau sera mise en bouteille en cette fin d'année. Les débuts n'ont pas été faciles puisque la vigne a subi la grêle la première année et le gel la deuxième année. « Il faut savoir rester humbles sur cette production dans laquelle nous démarrons. Heureusement, nous avons été

bien accompagnés par un œnologue », explique-t-elle. Le couple a aussi participé à la création de l'association des vignerons des Hauts-de-France.

### L'entraide pour mutualiser une partie des travaux de grandes cultures

La forte diversification de l'exploitation agricole est très gourmande en main d'œuvre. « Mon mari prend toutes ses vacances pour m'aider à la ferme ». Par ailleurs, la taille de l'exploitation a toujours poussé Alice et son père à mutualiser le matériel. « Historiquement, on était même en Cuma intégrale », se souvient-elle. Aujourd'hui, l'agricultrice a choisi de réaliser tout le travail du sol par elle-même en détenant le matériel nécessaire. Une automotrice en copropriété permet d'être autonome sur l'arrachage des betteraves. Pour les semis, la récolte des céréales et les travaux dans les vignes, Alice Varlet a recours à l'entraide, notamment avec son voisin Bruno Cardot, le célèbre youtubeur betteravier. **RENAUD D'HARDIVILLIERS**

- 1 « Initialement, j'avais des Charolaises, mais j'ai changé pour des Limousines en raison de la facilité de vêlage et de la vigueur des veaux »
- 2 L'automotrice détenue en copropriété permet d'être autonome sur l'arrachage des betteraves.
- 3 « Il faut savoir rester humbles sur cette production dans laquelle nous démarrons ».
- 4 « Les chambres d'hôtes nous permettent de communiquer sur notre métier »



LA FERME D'ALICE  
Moÿde-l'Aisne (Aisne)

SAU : 160 hectares

Blé : 50 hectares

Betterave : 26 hectares

Orge : 12 hectares

Colza : 25 hectares

Prairie permanente : 40 hectares

Jachère : 6 hectares

Vigne : 65 ares



## DELEPLANQUE

### I Deleplanque, la betterave c'est notre ADN

**L**e groupe Deleplanque est un sélectionneur européen de betterave sucrière, céréales à paille, oléoprotéagineux et potagères, qui s'est construit sur les valeurs familiales des entreprises qui le composent. Pivotal de son offre variétale, la betterave sucrière est au centre des programmes de recherches et de sélection du groupe. L'objectif de Deleplanque est d'apporter les meilleures réponses génétiques aux multiples enjeux auxquels fait face la filière betterave.

Deleplanque place la sélection betterave au cœur de sa stratégie d'entreprise et met au service de son expertise un réseau d'expérimentation et de sélection européen, des partenariats scientifiques et technologiques concentrés sur les solutions aux problématiques actuelles de la betterave : jaunisse, cercosporiose, nématodes, stress hydrique et SBR (syndrome basses richesses). La dynamique des programmes de recherche permet de

proposer régulièrement de nouvelles variétés, adaptées aux besoins des planteurs par l'association des caractères attendus.

En tant que semencier betterave et créateur du concours du Betteravier de l'année original, nous sommes ravis de parrainer chaque année le concours animé par le Betteravier français, et de partager le sponsoring avec les entreprises Holmer et Sencrop. Nous avons une partie de notre ADN en commun avec les planteurs sélectionnés pour le concours. Ce qui les motive, comme nous, c'est de créer de nouvelles solutions, d'innover et d'être résolument tournés vers l'avenir. Nous les soutenons à 100 % ! Nous souhaitons bonne chance aux candidats.

**Maxime Bouton,**

*Directeur de l'activité Betterave sur le marché français*

« Deleplanque place la sélection betterave au cœur de sa stratégie d'entreprise »





## HOLMER ▼

### | Leader technologique

**H**olmer, leader mondial de l'arrachage de betteraves, dessine, fabrique et commercialise depuis plus de 40 ans des machines performantes sur plus de 40 pays.

Nos produits, leaders d'un point de vue technologique, influencent l'avenir de l'agriculture avec comme maîtres mots : fiabilité, rentabilité, simplicité et écoresponsabilité.

Plus de 4 000 machines sont sorties des usines Holmer depuis et ont été distinguées par de nombreux prix au fil des années dont celui de machine de l'année pour la dernière version d'intégrale T4.

Résolument tournée vers ses clients, la base française implantée au cœur de l'activité betteravière est structurée pour répondre aux sollicitations des campagnes d'arrachage. Elle propose :

- Une équipe polyvalente, motivée et passionnée
- Une base de 15 000 m<sup>2</sup> couverts intégrant des ateliers performants, une gestion de stock automatisée et tous les services associés.
- Des services maîtrisés : Le drive Express (retrait des commandes en deux heures), offre de restauration des automotrices

de marques Moreau et Matrot, offres morte-saison, service après-vente, formation, mise en route, expertises... La betterave c'est une passion chez Holmer, et nous la vivons et la partageons tous les jours avec nos clients.

C'est dans ce cadre qu'Holmer a souhaité s'associer avec le Betteravier français dans cette très belle et innovante initiative d'un concours pour l'élection du Betteravier de l'année :

En récompensant le talent de projets porteurs de stratégies innovantes et audacieuses.

**Marc Uberti**

Directeur général d'Holmer France

« La betterave c'est une passion chez Holmer, et nous la partageons tous les jours avec nos clients »

## Sencrop

### | L'agro-météo de précision connectée à vos cultures

**L**a météo reste un des facteurs dominants affectant les rendements des cultures, mais la plupart des agriculteurs n'ont pas accès à des données météo précises à l'échelle de leur territoire. Ils ont souvent une appréciation approximative des conditions réelles dans leurs parcelles.

Sencrop est une appli agro-météo pour enrichir la vision que les agriculteurs ont sur leur territoire, et trouver les meilleures fenêtres d'intervention : semis, pulvérisation, irrigation, récolte, ...

Véritable « Waze de l'agriculture », Sencrop permet aux betteraviers d'accéder à :

- des relevés d'observations météo, issues de 35 000 stations en Europe, en mode collaboratif,
- les prévisions météo les plus précises (comparateur et classement des meilleurs modèles météo)
- des indicateurs agronomiques (stade de croissance, alertes, ...)

- des OAD (Mileos pour la pomme de terre ; fenêtre d'application des bio-solutions, ...)
- un pilotage de l'irrigation avec des sondes capacitatives, et des bilans hydriques.

L'objectif est de donner aux agriculteurs, les moyens de réduire les risques liés à leurs cultures, en ayant une empreinte agro-environnementale positive.

**Martin Ducroquet**

Co-fondateur de Sencrop

« L'objectif est de donner aux agriculteurs, les moyens de réduire les risques »

# le Betteravier FRANÇAIS

LE JOURNAL DE LA BETTERAVE ET DES GRANDES CULTURES